



LES RAISINS DE LA GALÈRE

Etude exploratoire sur les préadolescents
dans les quartiers populaires

Sous la direction de :

Adil JAZOULI

Avec :

Maria do Céu CUNHA
Emmanuelle ESSERTIER

Jean-Luc PORCEDO
Saadia SAHALI

Etude financée par :

Le Fonds d'Action Sociale
La Protection Judiciaire de la Jeunesse
Le Ministère de la Jeunesse et des Sports

Avril 1994

Programme d'observation et
d'évaluation des politiques
publiques dans les banlieues

91 bis, RUE DU CHERCHE-MIDI 75006 PARIS

Téléphone : (1) 42 22 48 23

Télécopie : (1) 42 22 88 50

SIRET 383 015 005 00010 - APE 7701

Remerciements

Nous remercions les institutions publiques qui ont aidé à la réalisation de ce travail exploratoire ainsi que toutes les personnes qui, sur le terrain, nous ont permis de mener à bien nos investigations.

Sommaire

INTRODUCTION

I - DU COTE DES PREADOLESCENTS

- 1- Une conscience précoce
- 2- Qu'est-ce-que je fais à l'école ?
- 3- Rapports au quartier et à la famille

II - DU COTE DES INTERVENANTS SOCIAUX ET EDUCATIFS

- 1- Des images ambiguës
- 2- Règles et sanctions
- 3- Mais que font les familles ?

CONCLUSION PROVISOIRE

ANNEXE

Introduction

Après six mois de travail et d'investigations, nous sortons de cette étude exploratoire sur les préadolescents dans les quartiers populaires avec des images contrastées, tant l'objet de ce travail se dérobe.

En parlant des problèmes rencontrés et posés par ces préadolescents avec des parents et des intervenants sociaux et éducatifs, nous avons à chaque fois parlé d'autre chose : du système éducatif, de la famille, de la pauvreté, du chômage, du manque d'espoir, de la violence, etc.

Tout se passe comme si parler de ces jeunes, qui ont entre 10 et 16 ans, était synonyme de remise en cause de l'ensemble de l'édifice social et institutionnel. Signe de grande fragilité d'une société qui a peur de ses propres enfants, qui vieillit et se replie sur des images toutes faites.

Nous avons travaillé sur les représentations qu'ont ces jeunes de leur avenir, de la famille, de l'école et le moins qu'on puisse dire, c'est qu'ils ont une grande lucidité sur ce qu'ils vivent et ce qui les attend.

Nous avons eu affaire, tout au long des dizaines d'entretiens individuels et collectifs que nous avons effectués, à de grands enfants, grandis trop vite dans un univers qu'ils savent hostile, mais qui ont gardé malgré tout un regard d'enfant.

Ils ont sur le monde adulte des jugements extrêmement sévères, et sont assez peu respectueux envers une société dont les règles et les fonctionnements leur paraissent arbitraires et inégalitaires.

Ils savent très tôt qu'ils sont nés pauvres et qu'ils ont toutes les chances de le rester. Et ils possèdent un potentiel de ressentiments et de révolte qui promet des lendemains difficiles.

Ils savent aussi que le système éducatif est leur meilleure chance d'accéder à un avenir possible, et ils lui en veulent d'autant plus quand ils s'aperçoivent qu'ils sont mis sur des voies de garage. D'où leur violence, qu'ils expriment de plus en plus ouvertement, contre une institution qui génère consciemment ou non des graines d'exclusion.

Ils ont par ailleurs une certaine estime de soi, une "fierté mal placée" diraient certains, mais qui constitue un des piliers de leur personnalité. Lorsque l'on n'a pas grand-chose, et quand on a l'impression que tout vous écrase, ce sentiment permet de résister, d'être quelqu'un, de se faire respecter, y compris par des actes violents.

La famille, malgré les reproches qu'ils peuvent lui faire, reste un élément très important de leur vie et ils en parlent comme un des rares repères stables dans un univers anémique. Certes, leurs rapports avec les parents ne sont pas idylliques, mais c'est le propre de l'adolescence que de remettre en cause l'autorité parentale quand celle-ci existe ou au contraire de la souhaiter quand elle fait défaut.

Nous rendons compte de tous ces aspects dans la première partie de ce rapport, et ce à travers des témoignages recueillis auprès de ces préadolescents dans plusieurs quartiers populaires.

Dans la deuxième partie de ce travail, nous ferons état des entretiens que nous avons menés, soit individuellement, soit au sein de "groupes témoins" avec des enseignants, des travailleurs sociaux, des parents et des responsables associatifs ou institutionnels. Et là aussi, nous insisterons plus particulièrement sur les représentations que produit ce monde d'adultes sur ces préadolescents, images contradictoires, parfois confuses mais qui donnent du sens aux discours et aux pratiques de ces acteurs.

Ce travail est pour nous une première exploration de la "planète" des préadolescents dans les quartiers populaires, il ne répondra donc pas à toutes les attentes et interrogations. Il a pour vocation d'ouvrir un champ de connaissances et d'apporter des éléments d'appréciation d'une situation qui préoccupe un nombre grandissant de personnes.

Nous nous sommes appuyés sur des données que nous avons recueillies en particulier à Sartrouville, Sarcelles, Sevran, Pierrefitte, les quartiers Nord de Marseille, Houilles, Nanterre, Mantes-la-Jolie, Tourcoing, Vaux-en-Velin, Carrière-sous-Poissy, Poissy, Garges-lès-Gonesse, Roubaix, et nous remercions tous ceux qui nous ont aidés à construire ce travail.

***I - Du côté des
préadolescents***

1. Une conscience précoce

"Pour moi, ce qui est important, c'est que lorsque je serai sorti de l'école, j'arrive à trouver un métier cool, où tu gagnes bien et où tu es quand même un peu tranquille. Tu vois genre vétérinaire ou plombier. Un truc où tu fais ce que tu veux sans personne au-dessus de toi..."

Mais bon c'est vrai qu'aujourd'hui, il n'y a plus de "taff" (travail). Plus personne ne trouve de taff dans le quartier. D'abord parce qu'il y a trop de "teubés" (bêtes) dans le quartier. Des mecs qui savent rien faire d'autre que des conneries ou des embrouilles, tu en trouves plein, mais ceux qui ont un vrai boulot, c'est de plus en plus rare...

En fait, c'est ça le problème, c'est que nous, on sait pas vraiment si dans quelques années il restera encore du travail pour nous. Parfois, franchement on se dit que dans cinq ans plus personne ne travaillera, car soit on sera pas assez fort, soit pour ceux des quartiers ce sera déjà grillé par des mecs qui viennent d'ailleurs. En fait, je crois que plus on va grandir, plus ce sera dur de trouver du taff quand tu viendras d'un quartier, genre Sarcelles. On a trop une réputation de barbares. Tu vois bien les grands, il n'y en a pas un qui "taffe" ou alors son taff c'est du "biz". Mais bon ça, c'est quand même pas un vrai boulot...

Quand tu regardes autour de toi, eh bien il n'y a vraiment pas beaucoup de gens sur le quartier qui bossent. Les parents, il y a en a de moins en moins qui travaillent tout le temps. Les grands, soit ce sont des galériens, et tu les verras jamais travailler, soit ce sont des grands qui ont fait, genre des grosses études, et c'est pas pour autant qu'ils trouvent du taff. Alors franchement, c'est normal que ça inquiète un peu ou que l'on se dise que nous, dans quelques années, ça sera certainement très dur.

Parce que la crise et tout le reste, ça ne va pas aller en diminuant. Au contraire, les quartiers il y a plus de chance que ça continue à partir dans la galère, tout ce qui se passe ici c'est pas demain que ça va changer. Il faut se faire une raison. Et dire que l'on trouvera bien un moyen de se débrouiller quand on sera plus grand. Avec les copains ou la famille, on peut toujours trouver un petit truc...

Franchement le chômage, on va tous y passer un jour ou l'autre. C'est pas très grave si on trouve d'autres petites affaires pour vivre. Il y en a beaucoup qui sont au chômage et franchement ils sont pas très malheureux. Il faut se dire dès aujourd'hui qu'on est en galère pour longtemps et que ça va continuer quand on sera plus grand, quand on cherchera du travail ou un métier...

En plus, c'est presque normal de se dire que plus tard on sera au chômage, car avec les trucs sans intérêt que l'on apprend à l'école, c'est pas avec ça que l'on va trouver du taff. Ils nous apprennent des choses et on est sûr que ça ne servira jamais dans un travail. C'est pour ça que l'on fait rien, parce qu'il y a pas intérêt. De toute façon, avec nos frères c'est déjà ce qui s'est passé. Et ils ne trouvent pas de travail, donc je vois pas pourquoi cela va changer avec nous, vu qu'on est dans les mêmes écoles, à apprendre les mêmes choses, et avec les mêmes profs...

Et puis souvent, je crois que les gens qui proposent du travail préfèrent proposer à des jeunes qui habitent dans des autres quartiers, là où il y a moins de problèmes. Nous, on a une mauvaise réputation et même si on fait plein d'études parfois, c'est pas pour autant que l'on est sûr de trouver. En plus, on est pas sûr de trouver du travail comme celui que l'on cherche. Moi, je chercherai d'abord un boulot où on est bien payé, car c'est important d'avoir un peu d'argent pour un appartement, pour pouvoir faire ce que tu veux. Quand tu vois la tête des gens qui partent travailler le matin à la gare, eh bien franchement ça te donne pas du tout envie de trouver du travail. Il vaut mieux rester au chômage, au moins c'est plus marrant. Si c'est pour faire un boulot qui n'est pas intéressant, prendre le métro et le RER, rentrer chez toi et regarder la télé comme un "teubé", c'est même pas la peine, moi, je préfère rester au chômage, de continuer à voir des gens sur le quartier, de t'amuser quoi..."
(Un groupe de garçons de dix à quinze ans)

Le chômage ou la difficulté à trouver du travail occupe une place centrale, ils en parlent souvent entre eux, avec leurs parents ou les voisins. Ils savent très vite que cette épée de Damoclès est suspendue au-dessus de leur tête et ne peuvent s'empêcher d'y penser.

Pour beaucoup l'avenir n'est pas promesse, c'est une menace.

Autour d'eux, pas une famille n'échappe à la précarité et ceci leur donne très tôt une vision pessimiste qui explique en partie l'émergence d'une haine sociale qui se transforme en violences de diverses natures.

Ils savent qu'ils devront affronter les galères, les petits boulots, l'incertitude du lendemain, et tous les discours qu'ils entendent autour d'eux ne les rassurent pas, bien au contraire. Ceci les amène à faire preuve d'une certaine lucidité malheureuse qui peut dégénérer rapidement en cynisme individuel.

"Franchement, c'est vrai, dans notre quartier il y a de plus en plus de mensonges. Mais parfois, c'est pas grave du tout, c'est un peu comme un jeu, on s'amuse quoi. Car quand tu rencontres des personnes qui te connaissent pas, tu peux raconter n'importe quoi, ça fait style.

En vrai, il y a trois types de mensonge : ceux que tu fais pour faire style, pour te la jouer, parce que parfois il est important de se donner un rôle. Cette situation est valable avec tout le monde; entre nous quand tu dragues, quand tu veux amadouer un prof, quand tu veux sortir et qu'il faut expliquer à tes parents. Le deuxième, c'est le mensonge quand il faut se défendre, là encore c'est valable partout et pour tout le monde. Quand des personnes te cherchent des histoires, quand il faut esquiver quelque chose, quand il y a urgence ou quand un prof te prend la tête sur n'importe quoi. Tu vois c'est une solution de repli. Et le troisième, c'est quand tu sais même plus pourquoi tu "tchatches", parce que tu en as tellement raconté que tu sais plus où tu "habites". Après, là, ça devient grave parce que toi-même, tu comprends plus ce que tu fais, et parfois tu te perds dans des explications. Le problème, c'est vrai qu'il y a de plus en plus de garçons et même de filles qui racontent trop d'histoires..."

(Une fille de quatorze ans)

"Moi je crois qu'il faut faire les choses simplement. Il faut pas compliquer quand c'est pas nécessaire. Sinon après il faut pas se plaindre d'avoir des histoires. Pour moi, il ne sert à rien d'essayer de faire comprendre à ma mère comment je vis dehors, car d'abord elle ne comprendrait pas, c'est trop loin de son monde à elle ; et ensuite cela ne ferait que me compliquer l'existence car il faudrait que je donne mille explications par jour. Franchement, je crois qu'il vaut mieux pour elle, mais aussi pour moi, que l'on reste comme ça, même si de temps en temps j'ai des embrouilles. Après, il y a toujours moyen de négocier..."

"Et puis nos parents n'ont pas besoin de savoir tout ce qui se passe dehors, dans le quartier. C'est trop la folie parfois. Ils seraient inquiets et en même temps nous on pourrait plus sortir. Et puis comme ça, quand je rentre chez moi, je suis tranquille. Il n'y a plus de problème ou de galère. C'est bien comme ça. Le seul truc, c'est quand ils sont convoqués par la police ou par le principal. Après c'est trop galère, parce que pendant quelques semaines, je ne peux plus rien faire. Et puis la honte parce que tu passes pour un bandit, genre tout ce qui traîne dans le hall."

"Moi, mon père est cool, en fait il faut juste que je fasse pas de bêtises. (éclats de rires dans le groupe) Enfin, il faut juste que je me fasse pas attraper, car sinon c'est la ceinture. Tu vois, genre à la barbare. C'est ça dont ils ne se rendent pas compte, les profs ou le principal, quand ils informent tes parents. C'est qu'après toi tu vas recevoir et chez nous ça rigole pas là-dessus."
(Trois garçons entre douze et quinze ans)

Le mensonge est revenu souvent comme une attitude et un mode de gestion des rapports, aux autres. Mentir pour se couvrir auprès de sa famille ou de son professeur est un comportement fréquemment évoqué, et il n'y a pas d'interdit moral à le faire. Bien au contraire, ces jeunes ont le sentiment que tout le monde raconte des histoires, alors pourquoi pas eux ?

Cette pratique déstabilise l'ensemble des relations qu'ont ces jeunes à leurs familles et aux institutions sociales et éducatives : les adultes ne savent plus quand il faut les croire et quand il ne le faut pas, et il devient difficile d'avoir des relations de confiance, ou de passer un contrat moral.

"- Toi, tu es un enfant qui vit dans une banlieue, est-ce que tu penses que tu es très différent des enfants qui vivent par exemple à Paris ?

- Oui, parce que les enfants qui vivent à Paris, leurs parents ils sont riches, la plupart, c'est des intelligents. Pour leurs parents, c'est des bébés encore, tandis que nous qui habitons dans des banlieues, on est des enfants agressifs, on tape dès qu'on dit un mot de travers. L'autre fois le fils de mon maître, il a regardé un jeune de travers, comme ça, et le jeune l'a dosé, il a pris de la bombe lacrymogène.

- *Qu'est-ce qui te différencie d'un enfant de Paris ?*

- *Les enfants de Paris, ils ont pas le droit de dépasser leur petite cité, ils vont pas jusqu'à la gare, ils font pas de bêtises, alors que nous, on va vers Saint-Denis, on va loin. Et puis on est pas comme eux, nos paroles, nos mots qu'on dit, c'est pas pareil qu'eux, parce que eux, c'est le vieux français, nous c'est le français à l'envers.*

- *Et pourquoi le langage est différent à ton avis ?*

- *Parce que c'est leurs parents qui leur disent «dis pas ça, je ne veux plus t'entendre dire ça» ou quelque chose comme ça, mais ils les frappent jamais.*

- *Donc eux ils sont pas frappés et vous êtes frappés ?*

- *Non c'est pas qu'on est frappé, mais quand on fait une bêtise et qu'on se fait attraper, là on se fait frapper par nos parents, parce que c'est notre faute, on n'avait pas à faire la bêtise.*

- *Et tu crois que eux, ils font moins de bêtises ?*

- *Ils font pas de bêtises du tout, parce que les enfants de Paris, c'est comme des fils à papa comme on dit.*

- *Ce que je comprends pas, c'est pourquoi vous faites des bêtises et eux ils font pas de bêtises ?*

- *Parce que eux, quand ils parlent c'est «oui maman, j'irai pas loin, c'est promis», et nous on dit «ouais, c'est bon, lâche-moi, je vais pas loin !»*

- *Mais qu'est-ce qui fait que les enfants des banlieues, vous vous autorisez à parler comme ça à vos parents, alors que eux, ils parlent pas comme ça ?*

- *Mais des fois c'est vrai, ils nous énervent nos parents, ils nous disent «va pas là» ou «reste tranquille, fais pas de bêtises» et nous comme ça nous énerve, on y va."*

- *Mais je comprends pas pourquoi il y a cette différence, parce que vous êtes tous des enfants.*

- *Oui mais pas de la même manière, pas le même langage, rien !*

(Un groupe d'enfants de onze à treize ans)

La distance sociale entre la banlieue populaire et le centre ville est une autre dimension qui contribue à cette conscience précoce que nous avons tenté de cerner. Beaucoup de ces jeunes ont parlé de la différence de classe sociale et d'éducation entre eux et les "riches".

En parlant du centre ville, un adolescent de la région parisienne nous a dit : "là-bas, ils vivent, ici on survit". Beaucoup de ces jeunes ont une sorte de "conscience de classe sauvage". Ils ne supportent pas de savoir que d'autres enfants ont, sur bien des points, plus de chance qu'eux, ils vivent ces différences comme une profonde injustice et ce n'est pas un hasard si certains d'entre eux ont participé à leur manière aux dernières manifestations des étudiants. Parmi les "casseurs", les jeunes adolescents de la banlieue parisienne étaient assez bien représentés. Descendre au centre ville pour faire "ses courses" de manière violente n'est pas du tout perçu comme choquant. Dans un monde inégalitaire, ces moments d'émeutes urbaines sont vécus comme une revanche et les vols commis comme une sorte de redistribution primaire.

"Dans nos quartiers, en fait c'est pas aussi grave que les journaux le racontent. Nous on s'amuse bien, mais c'est vrai que souvent si tu veux bien vivre, c'est-à-dire t'amuser avec des copains, te promener tranquillement, pas avoir d'embrouilles, il faut que tu sois respecté. Ça veut dire il n'y a pas de malaise. Mais même si tu es connu, ça veut dire qu'on sait que tu te laisseras pas faire, il faut le préciser de temps en temps. Donc tu es souvent obligé de te défendre..."

En plus, il y en a toujours qui te cherche, et si tu esquives, tu passes vite pour un moins que rien. Et après pour toi c'est terrible, car tu seras continuellement dans des «affaires»..."

(Un jeune de quinze ans)

"Aujourd'hui, il y en a trop qui jouent les "chauds", tu vois pour faire style, pour se donner une réputation comme des plus grands. Partout où ils vont, ils ne peuvent pas s'empêcher de faire des histoires. Dans le quartier, à l'école, dans le métro, partout ils emmerdent le monde. Avec eux tu es obligé : soit tu les ignores et eux t'ignorent ; soit ils te cherchent et alors avec tes copains, eh bien tu réponds. Ça règle rien, mais au moins tu n'as pas fait le lâche..."

(Un jeune de quatorze ans)

Les rapports entre eux et avec les adultes sont marqués par une certaine virilité, et celui qui "n'assure pas" risque rapidement de devenir le souffre-douleur des autres. Les violences sont vécues dans les deux sens : celles que l'on subit, et celles que l'on fait subir aux autres. Une insulte, un regard de travers, une réflexion désagréable sont vécus comme une violence à laquelle il faut répondre par un acte verbal ou physique.

Dans tous nos entretiens cette thématique revient comme une rengaine et détermine en partie l'image que ces jeunes donnent parfois : impertinents, impulsifs, violents.

Nous avons affaire à des jeunes préadolescents qui ont une assez grande capacité d'analyse, malgré des parcours scolaires chaotiques et un univers affectif et familial problématique. Cette vive conscience d'être des "mis à l'écart" produit une sorte de légitimation des comportements déviants par rapport à une norme sociale perçue comme non légitime. C'est ce que nous appelons une conscience précoce.

2. Qu'est-ce que je fais à l'école ?

La question de l'école constitue une pièce d'accusation centrale dans le "procès" intenté au monde adulte par les enfants et adolescents des quartiers populaires.

Le plus préoccupant est sans doute le caractère massif du décrochage de ces jeunes vis-à-vis de l'institution scolaire, tant l'incrédulité envers ses objectifs, la contestation de ses valeurs, de sa "loi", sont répandues. Certes, il y a bien dans les établissements scolaires des "noyaux durs", qui sont à l'origine des violences les plus remarquées et qui, de manière répétée, provoquent des troubles, souvent graves. Ce sont d'ailleurs presque toujours les mêmes - souvent des garçons - qui sévissent hors des frontières scolaires, dans les quartiers.

Cependant, on peut s'étonner que de nombreux jeunes, identifiés comme "sages" par leur milieu familial ou par les travailleurs sociaux de quartier, ont à l'école des comportements qu'on ne leur connaît pas ailleurs. Et dans le rapport conflictuel à l'école, les filles emboîtent volontiers le pas aux garçons.

Le fait que des jeunes, qui respectent ordinairement leur environnement (familial, associatif, quartier) se laissent aller à des attitudes et des contestations marquées par une certaine violence, révèle bien l'étendue du conflit avec l'école. C'est que l'école cristallise pour un nombre toujours grandissant d'élèves tout à la fois l'espoir déçu d'une réussite et la cause de l'échec... Dès lors, on ne saurait réduire la question à une "minorité d'agités" qui empêcherait une majorité silencieuse de vivre sa bonne relation à l'école.

Dans nos entretiens, deux notions sont exprimées de manière récurrente : le manque de "respect" et l'injustice. De l'avis général des élèves que nous avons rencontrés, l'école serait un lieu où les injustices sont nombreuses. Et la demande de "respect" est une exigence que chacun, bon ou mauvais élève, exprime, le plus souvent pour regretter de ne pas en être l'objet...

Il est intéressant de noter que tous les enfants et adolescents interviewés ont évoqué, à un moment ou un autre de leur récit, le "respect", lorsqu'il s'agissait de parler de leur image idéale d'un "bon prof". Et même s'ils ne savent pas expliquer ce qui caractérise cette attitude particulière, ils prétendent savoir tout de suite si un professeur les "respecte" ou pas. Ainsi, un professeur qui les respecte a confiance en leurs capacités. Ou tout au moins leur laisse une chance, ne les traite pas, de manière systématique, de "crétins".

Un désir de prof

"Malgré tout ce que l'on peut dire sur l'école, c'est quand même elle qui nous permettra, si on travaille, de réussir plus tard. C'est vrai que parfois on apprend des trucs qui nous serviront à rien, mais en même temps si tu passes pas par l'école, tu as vraiment peu de chance de t'en sortir..."

"C'est justement parce que l'école est notre seule chance pour pouvoir espérer avoir un vrai métier, un bon boulot, qu'il faut qu'elle soit bien faite. Et que les gens qui s'en occupent ne fassent pas comme on fait n'importe quoi. Dans notre école, c'est plus dur que dans d'autres villes. Eh bien les profs de chez nous, il faut qu'ils soient encore plus forts que les profs des autres villes..."

"Dans notre classe, la prof elle arrête pas de nous dire que l'on est en retard. Bon, on commence à le comprendre, mais au lieu de nous le dire cent fois, et bien elle a qu'à faire en sorte qu'on le soit moins. Moi, je viens pas ici pour être clochard dans quelques années. Si on me dit que de toute façon j'aurai pas de travail, eh bien j'arrête tout de suite. Je vais pas travailler comme un fou pour rien..."

(Trois garçons de treize et quatorze ans)

"C'est vrai, quand tu veux parler avec un prof, il a jamais le temps, il est toujours sur les nerfs. Eh, mais nous aussi on est sur les nerfs. Tu crois que c'est pas la prise de tête de pas savoir où on va, de faire toujours attention aux barbares du quartier. Non vraiment les profs, ils sont pas assez patients avec nous. Dès que tu veux discuter, c'est soit la porte, soit pas le temps. Quand il y en a un qui s'énerve, il faut pas s'étonner, on peut rien dire, donc parfois on leur rentre dedans..."

"Avec la C.E. c'est encore pire, dès que tu rentres dans le bureau c'est des hurlements, elle est complètement hystérique cette "meuf". Elle est là que pour t'engueuler, pour te prendre la tête. Moi, de toute façon, même pas je lui parle à cette folle. Tu as des profs, c'est la même chose. Dès que tu commences à parler, même si c'est du sérieux, ils pensent tout de suite que tu vas dire une connerie. En fait, ils nous prennent vraiment pour des "oufs". Comme si on n'avait rien à dire. Comme si on faisait que des conneries... En fait, les plus cools, tu sais c'est qui ? C'est les dames qui s'occupent de la cantine, et parfois du ménage. Elles au moins, elles nous hurlent pas tout le temps dessus, et puis on parle tranquillement avec elles. Franchement, moi j'aime bien la cantine pour ça, au moins là on a le temps de parler sans se faire hurler dans les oreilles. Et puis tu vois, elles bossent pourtant, mais elles sont pas toujours pressées comme les profs. Eux ils courent et tu sais pourquoi ils courent ? Car plus vite ils bossent, plus vite ils se sauvent d'ici. Car nous, on les rend complètement fous avec nos histoires..."

"Heureusement, il y a certains profs qui sont "cools". Tu vois des fois, ils sont sévères, mais de temps en temps, ils savent rigoler avec leurs élèves. Tu vois, ils ont un peu d'humour, ils te glissent une feinte. Et puis ils s'occupent de tout le monde. Car y a des profs qui s'occupent que des premiers de la classe. Les cancre, personne les calcule. Ils sont au fond ou alors, ils ne sont même pas là, et ça arrange tout le monde..."
(Un groupe de garçons et filles, entre treize et seize ans)

"- Vous vous sentez bien à l'école ?

- Ça dépend des matières. Y a des matières où on est pressé d'aller, comme l'EPS. Et puis y a les matières où on n'est pas pressé d'aller. On est pressé d'aller quand c'est un prof sympa.

- C'est quoi un prof sympa ?

- Un prof sympa, c'est un prof qui est prêt à répéter quand on n'a pas compris.

- Vous avez beaucoup de profs sympas ?

- Ben... en histoire, en EPS, en anglais, le prof est sympa (après réflexion), sur dix profs, ça fait cinq profs sympas.

- C'est quoi les autres qualités d'un prof sympa ?

- Avec un prof sympa, on rigole... Y a une bonne ambiance. Un prof pas sympa, c'est un prof sévère, on a peur de participer, si on dit faux, il nous sort un sermon. Il dit "n'importe quoi !" Ou bien il dit qu'on est tous des crétins. Dans notre tête, on sait qu'on n'est pas des crétins. Alors ça nous énerve, on se croit bêtes... Avec un prof sévère, des fois on a des bonnes réponses dans notre tête, mais on n'ose pas les dire..."

(groupe de filles de treize ans)

Les adolescents évoquent les nombreux professeurs qui, selon eux "crient dessus dès la première faute" et se rendraient ainsi coupables d'injustice et d'arbitraire. Alors même qu'on entend parler du laxisme qui se serait instauré à l'école, l'image que renvoient les adolescents est tout autre.

M., petit "dur" de 14 ans, déjà connu dans son quartier, explique :

"Un bon prof, c'est quelqu'un qui n'est pas comme les autres, qui ne va pas pour rien prendre le cahier de correspondance. D'abord il discute, demande d'arrêter et c'est seulement après qu'il donne des punitions... Il ne va pas nous donner des colles pour rien. Il va le faire juste si l'on est trop agité."

Mais cela ne signifie pas que les élèves soient rétifs à l'autorité, au contraire. Les mêmes qui déplorent la sévérité de certains enseignants s'accordent pour affirmer qu'un bon prof "est sympa, mais sévère quand il faut".

Les qualités et les défauts les plus souvent évoqués, quand il s'agit de "classer" les enseignants, concernent leurs "attitudes" (surtout s'il s'agit de les dénoncer), sans qu'il soit clairement perçu par les jeunes en quoi ces attitudes constituent des qualités proprement pédagogiques. Ce qui fait dire à F., 22 ans, étudiante et animatrice d'une action de soutien scolaire, en parlant du groupe qu'elle encadre :

"Ce qu'ils demandent aux profs, c'est d'être gentils, de ne pas leur dire des choses méchantes. Au fond, il faudrait que l'école soit un moment agréable à passer. Les profs se trouvent classés en profs "sympas" ou "pas sympas", alors qu'il y a encore quelques années, quand nous, on était au collège, on classait les profs en "bons profs" et en "mauvais profs."

"Un bon prof, il explique bien. Il doit être calme, il doit répéter quand on a pas compris, il ne faut pas qu'il s'énerve pour rien. Il ne faut pas qu'il nous engueule... comme ça, nous on peut mieux comprendre."

(B., garçon de treize ans)

"Un mauvais prof, c'est celui qui n'explique pas, ou s'énerve vite sur les élèves. Il n'aime pas répéter, il va te dire : t'avais qu'à écouter..."

(A., garçon de quatorze ans)

Ces élèves aimeraient croire que les enseignants font leur métier par vocation, parce qu'ils s'intéressent à leurs élèves. Mais ils les soupçonnent *"de s'en fiche, de faire ça juste pour l'argent"*. Ils aimeraient être aimés, ils redoutent le désintéret : *"ils sont distants, ils nous répondent pas quand on dit bonjour. En conclusion, ils ne nous aiment pas"*, explique S., jeune fille de quatorze ans.

Un moment particulièrement difficile semble être le passage du cycle primaire au collège. Habités au maître unique, certains enfants ont du mal à s'habituer à la multiplicité des enseignants. Le caractère "impersonnel" des relations nouées au collège est fortement ressenti par eux. Parmi les enfants récemment entrés au collège, nombreux sont ceux qui regrettent que les relations n'y soient pas plus proches. *"Au collège, les profs ne savent pas les noms, ils n'ont pas le temps de nous connaître."*

"Il ne s'agit pas de donner de l'affection, mais d'être à l'écoute !", explique un principal, pour définir la relation que devraient nouer les enseignants avec les élèves dans le collège.

Ressentiments

Nombreux sont les jeunes qui affirment avoir déjà insulté leurs enseignants à l'école, donc avoir manqué de respect à leur égard : *"ils nous cherchent, on les met dans le vent"*, explique M., jeune fille de 15 ans, pourtant douce et timide, très casanière. Elle avoue en *"faire baver"* à deux de ses "profs". Si ses copines ne confirmaient pas ses dires, on aurait du mal à en croire nos oreilles, tellement cette jeune fille très intégrée aux valeurs familiales et culturelles, évoluant dans une famille ouverte, semble incapable des excès qu'elle évoque l'oeil brillant.

"- Eh bien moi je les insulte. Mon prof, celui dont je t'ai déjà parlé surtout, mais aussi X. J'ai pas arrêté de les insulter. C'est qu'il le mérite.

- Mais qu'est-ce que tu lui dis ?

- «Faites pas chier, fermez votre gueule...», des trucs comme ça. Il m'a cherchée, depuis le début de l'année il m'a cherchée, toujours à écrire sur mon cahier de notes. Si je m'étais laissée faire, où il irait celui-là ? A force, il a été dégoûté que je lui réponde. A la fin c'est comme si il avait peur de moi, c'est bien fait... Au troisième trimestre, il devenait bleu tellement il avait peur de moi."

"- J'en ai marre des profs, et je leur fais bien sentir..."

- Comment tu leur fais sentir ?

- Je réponds, il y a des profs que je déteste, avant qu'ils m'allument, je réagis.

- Tu te révoltes pendant les cours ?

- Oui c'est ça, on peut pas se laisser allumer, c'est vrai, filles ou garçons, le ducon quand il nous cherche il nous trouve.

- Vous semblez oublier que le prof vous note à la fin.

- Oui voilà, c'est ça le problème, après ils ont le pouvoir des notes."

(jeune fille de treize ans)

Tous les enseignants ne se font pas insulter en cours, loin de là. Qui, parmi eux, est en butte à ces interjections des élèves ? Ceux qui montrent une "faiblesse" explique un adjoint au principal, qui avoue, avec l'expérience, avoir su d'avance quelles difficultés essuierait telle jeune collègue : *"elle sortait tout juste de l'université et elle ne correspondait pas au profil pour enseigner dans des collèges comme ça, il faut avoir le feeling, avoir de l'humour aussi..."*

En témoigne à sa manière cet entretien avec trois filles de 5ème :

"- Dans mon collège, il y a des profs qui se font frapper.

- Comment ça ?

- Oui, X. par Y. et Z. des grands de 16 et 17 ans.

- Les profs ont peur ?

- Oh oui ça oui, ils mouillent les profs.

- Vous vous marrez là, mais qu'est-ce que vous faites quand ça vous arrive ?

- Enfin, quand même ça se fait pas. Quand le prof on l'aime pas, on peut pas s'empêcher, on se dit que c'est bien fait. Mais quand le prof, il fait ses cours correctement, on est dégoûté pour lui.

- Oh oui, justement un qui s'est fait taper dessus était sympa.

- Oui c'est un qui insistait pour faire travailler l'élève, pour lui expliquer.

- Là, ça fait pitié. "

Quelle que soit leur "pitié" vis-à-vis des profs "agressés", dès lors qu'un enseignant ne réussit plus à établir l'ordre tout seul et doit se faire aider, il perd son autorité. D. et S. (deux filles) disent avoir été choquées lorsque L. et K., deux élèves très "durs", ont maltraité la maîtresse en CM2. Sur les murs de l'école, les mots *" salope", "pétasse"*, écrits probablement par les auteurs de l'altercation, les ont indignées. Mais elles signalent que dans la classe, personne n'a bougé pour aider l'institutrice, qui a dû faire appel à d'autres : *"C'est pas bien, comment ça se fait qu'elle peut pas se débrouiller toute seule ?"*, s'étonnent les jeunes filles.

Un monde sans pitié

Et les auteurs de violences ? Dans tel collège, un noyau d'environ 30/40 élèves pose problème. Ils sont connus, repérés. Certains actes, à force d'être commis (ou dépassés par d'autres de plus grande "envergure") ne sont plus guère considérés comme de "vraies fautes".

Certains élèves estiment qu'il ne faut pas punir tous les actes de violence envers les enseignants. Ou du moins, les sanctions ne seraient pas légitimes dès lors que les élèves pris "en faute" ne fesaient que "répondre" aux professeurs :

"Certains professeurs ont eu les voitures cassées. Dans ce cas-là, il faut les punir. Mais si un élève dit à un prof, «je ne suis pas un rigolo, tu veux te battre avec moi ?», c'est pas la peine... Et si c'est des petites choses, alors là c'est encore moins la peine."

Pourtant, une véritable demande de "sécurité" se donne à entendre dans les propos de certains jeunes. Ce sont des garçons qui proposent les solutions les plus radicales vis-à-vis de ces "noyaux durs" : il faudrait éloigner définitivement, à la fois du quartier et du collège, ces fauteurs de trouble. C'est que, comme certains l'ont affirmé "on vit morts de peur". Ils accusent les enseignants, et surtout les surveillants, de laisser sans punition les brimades que ces "durs" leur font subir.

"Ici, c'est des voyous. Un jour, j'ai été boire de l'eau dans les toilettes. Un groupe de fumeurs de "shit" était là. Ils m'ont bousculé, je suis tombé dans la boue. Les surveillants, à quoi ils servent ? Les grands fument, ils nous tapent dessus, ils se battent... Et les surveillants ne disent rien. Ils ont peur de tout, c'est comme les profs. A nous, ils vont nous faire copier 200 fois pour rien, alors qu'eux, avec tout ce qu'ils font, ne vont même pas avoir dix fois. Parce qu'ils sont forts, dangereux..."
(garçon de quatorze ans)

Il en résulte le sentiment d'être doublement punis. D'un côté par les "grands", et de l'autre, par les enseignants qui profitent de leur "faiblesse", du fait qu'ils ne sont (pas encore) "dangereux". Ainsi, les adultes, au lieu d'apparaître comme protecteurs, dévoilent leur propre faiblesse, et leurs punitions sont ressenties comme injustes. Et ces petits conçoivent des rancunes à la fois envers les adultes (peureux, qui se vengent sur eux et leur donnent des punitions qu'ils ne peuvent appliquer à ceux qui les méritent) et aux grands, qu'ils craignent (ou parfois jalouent, sans pouvoir toutefois les imiter).

Les garçons de 13/14 ans qui subissent la "loi" des "grands" de 15/16 ans, semblent particulièrement demandeurs d'un "rétablissement de l'ordre", mais ils estiment que les punitions, même extrêmes, ne fonctionnent pas pour les "durs" :

"Ils s'en fichent de se faire exclure trois jours. Il faut les séparer des autres. C'est comme pour les plus vieux, récidivistes, il faut les mettre en prison à vie, ou avec les gens qui ont les mêmes positions. Pour que la cité puisse changer, qu'on puisse vivre normalement... Si on les laisse faire ce qu'ils veulent..."

S. et N. tiennent un discours semblable à propos d'un "cas" de leur classe, qui n'a que 12 ans :

"La maîtresse n'est pas là pour le supporter. Elle est là pour faire les cours, non ? La prof a choisi le métier de maîtresse, elle est là pour apprendre aux élèves et pas pour autre chose..."

Il faut le mettre loin... loin de nous. Parce que des gens comme ça, si tu les laisses tranquilles, cool Raoul... il va sauter sur la table, faire son cirque en classe. Et s'il voit qu'il a réussi le coup... Il y a ceux qui ont 21 ans et qui sont en prison, et bien dans la cité, c'est beau ce qu'ils font... et ils étaient comme ça quand ils étaient petits..."

C'est du côté des filles qu'ont été exprimées les attitudes les plus conciliantes. Certaines croient au pouvoir de conviction, à la force de la parole, si elle est distillée sans relâche :

"Il faut tenter de les raisonner, il faut les prendre à part, tout seuls, les raisonner. Avec les durs, c'est ça qu'il faut faire. Parler, parler, se mettre à côté d'eux et leur parler. Il n'y a pas autre chose à faire. Il faut les raisonner. Ils peuvent changer."

Injustices et discriminations

Certains enseignants n'imaginent sans doute pas l'humiliation que peut susciter chez leurs élèves telle "petite remarque" proférée au détour d'une phrase. Des deux attitudes qui peuvent en découler, la révolte ouverte ou le silence, c'est souvent la dernière qui prévaut. Il n'en reste pas moins que l'accumulation de rancœurs et rancunes envers l'école prend forme dans ce que les élèves vivent comme des petites (ou grandes) "brimades" quotidiennes, injustes et proférées "sans raison".

"Les profs, il y en a qui sont vraiment injustes... Vraiment, par exemple, j'avais fait des efforts, ma cousine m'avait beaucoup aidée, j'ai eu une bonne note en français, j'étais vraiment contente, j'avais une bonne note parce que j'avais bien travaillé. Et là le prof me dit devant tout le monde : «eh bien tu peux remercier ta cousine». Ça, ça m'énerve, j'ai eu envie de l'insulter..."

(jeune fille de treize ans)

Certains enseignants ont le même poste depuis longtemps. Ils ont ainsi vu souvent passer devant eux frères et soeurs successifs d'une même famille. Cette continuité peut être un facteur de succès. Elle peut s'avérer aussi une arme à double tranchant.

Un professeur qui a mauvaise réputation est précédé par sa renommée. Au sein de la famille, entre frères et soeurs, avec les parents, on échange sur les qualités et les défauts des maîtres.

Et puis certains enfants se sentent "persécutés". Ils estiment subir, injustement, les contrecoups des relations conflictuelles entretenues dans le passé entre les enseignants et leurs frères et soeurs aînés.

"Des fois, on sait que c'est pas notre faute. Il nous en veut, parce qu'il a eu nos frères et qu'ils l'ont embêté, on paye pour eux..."

(B., jeune fille de 12 ans)

"Le prof de dessin, il me déteste... On dirait qu'il nous déteste tous dans la famille. Il a eu mes frères et soeurs... Il faut voir comme il nous cherche en classe. Et déjà, avec eux c'était pareil. Comme il nous jette, pour son dessin..."

(S!, jeune fille de 14 ans)

De nombreux collégiens estiment que des punitions sont injustes, que les enseignants les prennent pour cible, contrairement à d'autres élèves de la classe :

"Les profs provoquent. C'est bien connu, c'est nous qui trinquons le plus. Les plus intellos, ils ne sont jamais punis, c'est les chouchous des profs... c'est des riches, il y en a un qui a même été en Amérique."

Les comportements qui découlent de cette appréciation rappellent ce qu'observa finement en son temps l'auteur du "Petit Nicolas". Quand ils ne sont pas brillants sujets scolaires, ces jeunes évitent souvent les premiers rangs dans la salle de classe. D'eux-mêmes, ils avouent se placer volontiers derrière, là où leurs manoeuvres sont plus facilement dissimulées aux yeux des enseignants. Ils font ce "choix", avec la claire conscience que les "chouchous", eux, sont assis dans les premiers rangs. Ils se sentent mal aimés du fait même qu'on ne les a pas sortis de leur place. Ils auraient tendance à penser qu'on les y consigne, pour "avoir la paix". Ce choix volontaire, dès lors qu'il n'est pas contesté par les enseignants, se transforme en injustice aux yeux des adolescents.

J., jeune fille de 16 ans, se trouve aujourd'hui hors de l'école. Elle regrette cette sortie précoce, qui l'a lancée dans le "monde du chômage" sans diplôme. Elle raconte comment, en guise de défi, elle se mettait, lors de certains cours, aux derniers rangs, un baladeur aux oreilles. Autant, selon elle, pour se "faire remarquer" que parce que, réellement, l'école ne l'intéressait pas. Elle n'a pas de mots assez durs pour parler des enseignants qui, au lieu de s'y opposer, ont cédé et l'ont laissée enfermée dans son "univers".

La place, choisie ou assignée, dans la salle de classe est fortement symbolique. Elle est très souvent évoquée. Les enfants et les adolescents ont le sentiment qu'être aux "derniers rangs" n'est pas gratuit. Si certains, comme J., se plaignent de l'attitude volontiers passive des enseignants à l'égard de leur choix, d'autres vont plus loin, estimant qu'il y a des conduites volontaires de "relégation" dans le choix de certains enseignants.

"- Le pire... j'ai remarqué : ça fait cinq ans que je suis à Victor Hugo, au premier rang, il y a toujours les plus belles filles de la classe, et que des filles. Et tout le reste, les Arabes et les garçons, derrière..."

- Ah oui, ça c'est vrai...

- Au premier rang c'est toujours les filles françaises.

- Il est un peu raciste, je ne sais pas pourquoi...

- Il nous voit faire une connerie, obligé de tomber sur nous... Il est toujours derrière nous. Alors que le reste de la classe, ils peuvent se retourner, bouger, parler, se lever, il ne dira rien."

(trois filles de treize ans)

"L'orientation" forcée vers les cycles courts d'enseignement est le grief principal retenu par les jeunes contre l'école. Même lorsqu'ils sont encore trop jeunes (ou trop en retard) pour en être déjà des "victimes", "l'orientation" pèse comme une menace permanente sur la tête de chaque élève.

Certains de ces enfants et adolescents, malgré leurs mauvaises relations avec l'école, caressent encore des rêves de réussite. Ils supportent mal que les enseignants ne les "encouragent" pas, leur rappellent "cruellement" la réalité de leurs résultats scolaires, coupant court à des projets considérés trop ambitieux eu égard aux "efforts" effectivement déployés.

"- J'aimerais être avocate, mais j'ai peur que ça soit trop dur. Je sais bien qu'il faut que je travaille beaucoup. Au conseil, ils nous ont donné des fiches à remplir, il y avait écrit : «Quel métier désirez-vous faire plus tard ?» alors moi, j'ai mis : «Je veux être avocate». Le proviseur m'a fait la honte devant tous mes profs. Et moi je lui ai fait : «Et alors, si je travaille bien ?».

Tous les profs se sont mis... genre à rigoler, surtout Monsieur X. qui m'a dit : «il faudrait déjà que tu aies la moyenne en dessin pour être avocate». Et je lui ai dit : «j'ai peut-être pas besoin de ça pour être avocate !»

- Certains, ils nous découragent à fond.

- En fait, ce qu'ils veulent c'est nous virer.

- C'est ce qu'elle fait ma prof principale, je la déteste cette meuf. Alors que j'ai une bonne moyenne en français, elle me dit : «c'est bien pour vous le BEP», alors qu'elle sait que c'est pas ce que je veux. Je voudrais être assistante sociale...

- La plupart qu'ils orientent c'est des rebeux."

(deux filles de quatorze ans).

Ces adolescents s'estiment ainsi victimes d'une orientation discriminatoire. D'autant plus qu'ils ne peuvent guère compter sur le soutien de leurs parents qui n'ont généralement pas de familiarité avec le monde scolaire. Ils s'estiment ainsi sans recours pour s'opposer aux choix - qu'ils jugent arbitraires - opérés par les enseignants.

"Les parents, ils n'y comprennent rien. Par exemple, les profs, ils vont dire à mon père : «c'est bien le BEP», il va suivre, il va même pas réfléchir... Ils ne demandent pas à la personne concernée si elle veut ci ou ça, ils l'imposent. Et les parents, eux, ils ne peuvent rien. Et nous, on est condamnés d'avance, on est condamnés..."

(garçon de quatorze ans)

Pourtant, des frères et soeurs qui ont eux-mêmes frôlé l'échec et ont été parfois "repêchés" grâce à un enseignant averti et "solidaire", réussissent des parcours scolaires dans l'enseignement supérieur. Ils incitent ces jeunes à ne pas se laisser faire, à se battre. Ils sont la meilleure preuve que la "fatalité" n'est pas irréversible, y compris lorsqu'on n'a pas toujours été un élève exemplaire. Ils estiment néanmoins que leur réussite ne dément pas l'appréciation selon laquelle le système scolaire serait injuste, puisqu'il viserait à "éjecter" les enfants de pauvres immigrés vers les "mauvaises filières". Ce sentiment est transmis aux plus jeunes.

La défiance envers l'institution scolaire, toujours soupçonnée des plus mauvaises intentions, peut ainsi conforter les "mauvais côtés" des plus jeunes. Leur sentiment vindicatif peut les conduire à se disculper de leurs propres insuccès. Il en découle en tout cas une exigence accrue envers les enseignants, plus ou moins fondée. Il en découle aussi inévitablement une contestation de certaines de leurs décisions qui peuvent en effet se révéler contestables. Dans cette démarche, ce sont souvent des frères ou des soeurs qui conseillent les cadets :

"Ma soeur, elle m'a conseillé de prendre «anglais renforcé» et la prof, elle m'a dit : «Pourquoi vous voulez choisir anglais renforcé ? Choisissez «anglais normal», réfléchissez bien. En anglais renforcé vous allez être la plus nulle...» Je lui ai dit : "Et si je travaille, pourquoi je serais la plus nulle ?" J'ai donc fini par mettre «anglais normal». Mais ma soeur m'a expliqué qu'il fallait m'accrocher, choisir anglais renforcé pour être bonne en grammaire. Alors je suis revenue voir la prof, je lui ai dit : «Finalement, je veux garder anglais renforcé», j'ai 14 de moyenne cette année. Je ne sais pas combien de temps j'ai passé, après elle m'a dit : «Allez, faites ce que vous voulez !» Elle m'a prêté du blanc, j'ai effacé et j'ai mis «anglais renforcé»..."

(M., jeune fille de quatorze ans)

C'est pourquoi certains, même lorsqu'ils redoutent le regard pointilleux de leurs aînés sur leur conduite et leurs résultats scolaires, sont prêts à reconnaître leur apport, comme F., 13 ans :

"Moi, j'ai peur que ma soeur parte, ça c'est sûr. Qu'elle parte et que je me trouve en galère pour les profs. Même si elle m'énerve, elle sert. Par exemple, quand j'ai des problèmes avec les profs, quand je ne comprends pas pour bosser..."

Une grande majorité des parents n'ont avec l'école que des rapports très distants. Et lorsqu'il n'y a pas d'aîné pour établir des "passerelles", contrôler, ce sont les enfants eux-mêmes qui gèrent, dans la solitude, la relation au système scolaire. Dès lors, des ruses de tout genre sont quelquefois utilisées, destinées à rendre le plus opaque possible aux parents les comportements conflictuels, les mauvais résultats scolaires... Les enfants parlent volontiers de ces "trouvailles", parfois déjà bien éprouvées (les carnets de correspondance signés par eux-mêmes ou même par des frères consentants, les lettres de convocation mises à la poubelle), parfois renouvelées ; ces mensonges faits à la fois aux parents et aux enseignants ne semblent poser problème à aucun des adolescents.

La plupart d'entre eux ne ressentent aucun besoin d'un lien de leurs parents à l'école. Plus ce lien est ténu, plus ces jeunes peuvent développer des stratégies de dissimulation auprès de leur famille. Certains parents ne découvrent ainsi qu'en fin d'année scolaire, sincèrement effarés, que leur enfant a été absent des cours vingt jours, à l'occasion d'une lettre pas assez promptement "détournée" de ses véritables destinataires.

C'est pourquoi les contacts que les enseignants cherchent à nouer avec les parents apparaissent aux jeunes comme une menace désagréable.

A. a eu en 1993 trente absences pendant l'année scolaire... A la fin, il a dû *"déchirer sa feuille pour en faire une autre, tellement il y en avait"*. Il explique que le principal adjoint de son collège est sa bête noire, à l'en croire, c'est un vrai bourreau :

"- Il me fait souffrir, le principal adjoint. Il téléphone chez moi tout le temps..."

- Oui, mais c'est normal quand même, on fait des conneries, explique B., son copain.

- Non, c'est pas normal. C'est normal qu'il y ait agression des profs... A force, ils nous provoquent... La provocation de la part d'un prof, c'est quand il prend les carnets sans raison... Il prend mon carnet pour rien... Et il appelle chez moi sans cesse, pour rien."

"Ici, dans mon école, ils ont mis tous les «fous» ensemble"...

C'est une phrase qu'on entend souvent, d'une ville à l'autre de la banlieue. Ce sont les enfants qui la prononcent eux-même, témoignant ainsi de façon révélatrice du regard qu'ils portent sur eux-même et leur environnement.

Ainsi se construit le sentiment que, décidément, l'école est comme d'autres, un lieu d'injustices. Ceci contribue au sentiment d'abandon, de solitude, voire de persécution que ces jeunes incorporent très tôt. Le "eux" et "nous" (les "riches" et les gens du quartier) prend corps très tôt et les pratiques scolaires ne sont pas absentes de cette définition.

"A l'école, il y a 90% d'immigrés et 10% de Français. Dans les 90%, il y a 10% qui vont loin, mais les 80% qui restent ? C'est des échecs préparés à l'avance. Dès la 5ème, la 6ème, c'est la porte, c'est la rue. Un CAP bidon et la galère. Les gens, il faut les pousser dès le départ, c'est pas à 15 ans, quand ils commencent à casser les portails et à mettre le feu partout, qu'on va faire quelque chose pour les jeunes... Mais le prof, il est mal payé, il n'en a rien à foutre. Celui qui travaille bien en général, c'est le petit Français. Il va jouer au tennis le samedi. Et l'Arabe, lui va voler 6 francs par ci, 10 francs par là, il va racketter un petit, une bonne femme... et après il va à la piscine... Comment il a payé ça ? C'est pas lui. Il rackette, c'est tout. Ses parents, ils ne jouent pas au tennis... La seule possibilité qu'ils ont, ses parents, c'est d'aller à Talbot."

(Un jeune de seize ans)

L'institution scolaire est soumise de la part de ces adolescents à de fortes pressions : elle doit être à la fois un lieu d'intégration sociale et culturelle, un lieu normatif et surtout un tremplin pour une formation qualifiante et un emploi.

Ces enfants savent très tôt que s'ils ratent leur scolarité, ils risquent de rater pour longtemps leur entrée dans la vie. D'où une inflation de demandes à l'égard de l'école, à un moment où celle-ci peine à remplir le minimum, à savoir l'instruction.

L'espace éducatif est sur-investi par ces préadolescents, y compris lorsqu'ils l'expriment de manière agressive et provocante ; ils en attendent beaucoup et sont souvent déçus, car visiblement et objectivement, l'école n'a pas à répondre à tout.

Dans l'ordre du symbolique, le plus grave est la disparition de la réussite scolaire comme gratification différée permettant l'accès à une situation sociale et professionnelle. Puisque les diplômes ne donnent plus accès à la vie professionnelle, certains adolescents en ont fait leur deuil et baissent prématurément les bras. Lutter contre cette dérive est certainement le combat le plus dur que l'école aura à mener dans les années à venir.

3. Rapports au quartier et à la famille

Des grands et des petits

Dans cette catégorie de la jeunesse, on peut distinguer plusieurs âges, qui s'organisent en catégories séparées. Les 10/12 ans, les 12/14, les 14/16, les plus de 16 ans.

Bien entendu, il ne faudrait pas prendre à la lettre l'existence concrète de ces différentes catégories. Les individus peuvent être plus ou moins mûrs et opérer des choix affinitaires qui débordent des frontières somme toute un peu théoriques. Pourtant, ces catégories ont une certaine existence, en tant que *tendances* et *pôles de regroupement*.

Cette catégorisation en "sous-classes" d'âge présente plusieurs avantages. Elle permet, tout d'abord de distinguer des phénomènes variés qu'une classe d'âge trop étendue ne permettrait pas de percevoir. Elle permet en outre de saisir des interrelations et des dynamiques à l'oeuvre au sein de la jeunesse. Le regard que nous proposons ici, conduit à s'intéresser aux rapports qui lient ces catégories d'âge entre elles, plutôt que de se contenter d'observer les rapports intergénérationnels parents/enfants.

Les plus jeunes, si l'on en croit leurs propres témoignages, sont "*élevés à la dure*" par les plus grands (les 16 ans et plus). Dans le terme "élever" attribué par eux à leurs aînés (et plus seulement à leur famille), on comprend combien l'influence des "grands" compte pour les plus "petits".

S'ils les terrorisent et jouent de leur supériorité, ces "grands" n'ont cependant pas nécessairement du prestige à leurs yeux : "*Ils nous font une liste, ils nous envoient dans le magasin, on doit tout leur ramener, sinon ils nous savatent, et ils nous donnent même pas un biscuit*", explique I., 10 ans, se plaignant de ce que des grands de 15/16 ans l'envoient voler dans le magasin à leur place, car les petits "*ne se font pas remarquer...*"

Les grands sont accusés de maintes injustices. Ainsi, lors d'un tournoi de football dans une école, où les équipes pouvaient regrouper plusieurs tranches d'âge, les grands ont obligé les petits à sortir. L'incident, qui peut sembler mineur, suscite pourtant révolte et haine.

R., affirme d'emblée ne pas faire partie du groupe dit des "casseurs". Pourtant un jour, il se trouve en compagnie de garçons appartenant à ce groupe, l'un d'eux jette une pierre dans la vitrine d'un particulier, "un Turc" dit-il, "pourquoi ?" Pour s'amuser, pour "vanner". Toujours est-il que le vandale, plus âgé, a pris ses jambes à son cou et que notre narrateur, lui, se fait attraper et fouetter rudement à coups de câble de téléphone... Il garde de cet incident un souvenir très vif d'injustice. Injustice de l'impunité des plus durs, mais aussi de la démesure de la sanction reçue par rapport au forfait commis.

Si démesure il y a, elle s'explique aisément : quand l'occasion se présente enfin pour les adultes de "coincer" un fauteur de troubles, il "paye" pour tous les autres... L'injustice peut alors sembler grande puisque les sanctions sont infligées aux plus faibles, aux moins "dégourdis", ceux qui font le moins peur, alors que les "durs", eux, semblent jouir d'une certaine impunité même s'ils se rendent coupables de forfaits autrement plus importants.

Les petits sont pris dans une relation de rivalité avec les aînés qui les devancent de deux, trois ou quatre ans. Ils sont dépités de ne pouvoir accéder à leurs plaisirs, de ne pas bénéficier des mêmes avantages, de la même autonomie. Ceux qui ont 17 ans, par exemple, ont bien de la chance, estiment-ils : *"ils peuvent aller au café, jouer au baby foot, au flipper, alors que nous, on n'a pas le droit"*.

Les grands ont, aussi, le droit de circuler librement. Ils vont se promener à Paris, ce que les petits ne sont pas autorisés à faire. La maman de R., garçon sage et qui a de bons résultats scolaires, ne le laisse pas aller à Paris. Son père, à la limite, s'il *"était bien accompagné"*, pourrait l'autoriser : *"mais ma mère va avoir trop peur pour moi... Les grands ont tout : ils peuvent aller au musée, à la Villette, au cinéma... ça me donne envie de vomir moi... c'est pas normal..."*

Certains "petits" travaillent de temps en temps au marché. Ils y gagnent environ 70 francs. Alors que les "grands" *"se font jusqu'à 300 francs"*. Ils regrettent que les commerçants engagent surtout ces derniers, qu'ils accusent de "venir voler". Il y a un argument imparable selon eux, qui devrait pousser ces patrons potentiels à leur faire confiance, plutôt qu'aux "grands" : *"Un petit, s'il fait des bêtises, même s'il échappe, on peut toujours le rattraper, il ne court pas vite. Ou le rattraper chez les flics. Et les grands c'est pas pareil."*

Les plus durs parmi les 15/16, 17/18 ans, ne sont pas appréciés. Si certains des cadets finissent par les imiter, c'est "faute de mieux" et pas parce qu'ils auraient acquis un quelconque prestige à leurs yeux. Car ces grands-là *"sont des galériens, ils sont devant Franprix à demander : «t'as pas un franc...» pour aller se chercher une canette de bière... Parfois, ils ont 12 francs, ils se mettent ensemble, se cotisent en quelque sorte, pour jouer, par exemple, une partie de baby foot"*. Autant d'amusements que ces petits jalouent, *"dès qu'une balle rentre, ils la rattrapent..."*.

De nombreux travaux (notamment ceux des "culturalistes" américains) ont montré la manière dont les adolescents constituent leur identité en s'identifiant à la jeunesse et en tentant d'entrer dans sa culture. Dans ces cités, il y a bien des "leaders négatifs", qui jouent un rôle important d'identification. Mais ils ne se recrutent pas parmi les "petits merdeux" qui brutalisent les enfants et les adolescents pour leur extorquer des faveurs et les utiliser à leur gré. Les "leaders négatifs", modèles à imiter, ont un autre profil et développent d'autres comportements.

Ces jeunes cherchent à se démarquer, à affirmer leurs traits positifs, à construire leur identité de tranche d'âge. Ils se distinguent de leurs aînés en leur trouvant des "vices" qu'ils n'ont pas et qu'ils ne souhaiteraient pas acquérir : l'alcool et le "shit", par exemple.

Fumées clandestines

"Les adultes, les "grands" (entendre : ceux qui ont 15/16 ans et plus) gaspillent l'argent pour rien. En bouteilles de bière, en shit. Nous, on est "dégoûtés", ils se battent, cassent les bouteilles dans les halls de leurs immeubles... Ils ont déjà fait les caves... Nous, ce qu'on aime c'est les gâteaux et les habits, c'est pour ça qu'on a besoin d'argent... L'alcool, il tourne la tête, c'est trop fort, on veut pas y toucher, j'ai entendu dire que qu'on ne grandit plus si on fume, j'ai arrêté. Déjà je suis pas grand..."

Fumer du shit, à la limite, ça t'endort, au contraire tu vois, t'es plutôt un légume, par contre le mec qui prend de la dure, j'dis pas qu'y en a à la cité, mais dans d'autres cités, y en a, tu vois, ceux qui prennent autre chose que du shit, c'est ceux-là qui sont défoncés. Et pareil, pour ceux qui font des mélanges, genre cachetons et bières... C'est ceux-là aussi qu'on veut plus voir, qui font le plus de conneries, ceux-là, ils sont super violents, tu peux pas les tenir... Y sont malades, y faudrait les soigner... Mais ici sur le quartier, c'est un petit noyau. C'est gênant aussi parce que les plus petits, ils les voient des fois, mais bon, c'est pas tous les jours non plus..."

(A., quinze ans)

"Des mecs qui vendent du shit, qui fument des joints, franchement on en voit tous les jours sur le quartier. C'est pas pour ça que ce sont des toxicos. Un "spif" de temps en temps, c'est vraiment pas grave. Du moins, c'est pas plus grave que quand tu vois des papas revenir complètement défoncés avec de l'alcool, après avoir passé des heures dans le bar de la gare."

Les "starches" (consommateurs de drogues dures) par contre, eux, ils sont complètement à côté de leurs pompes. Il faut même pas leur parler, car de toute façon ils ne comprennent plus rien, ils sont défoncés. Ils sont capables de faire n'importe quoi pour avoir de la tune. Même leur frère et soeur, ils peuvent les dépouiller. C'est ça qui est grave, c'est qu'ils ne respectent plus rien et plus personne."

Franchement, des jeunes qui fument, j'en connais de partout. Et c'est pas pour ça que ce sont des délinquants. De temps en temps, ils fument, tu vois quand tu n'as rien à faire, et bien un "spif" c'est tranquille..."

(Un jeune de quinze ans)

"C'est pour ça quand j'entends ce qu'on dit sur la drogue, eh bien franchement, je crois que les adultes, ils ne savent de quoi ils parlent. On peut pas dire que tous les gens qui fument sont des défoncés car dans le quartier, alors il ne reste presque plus que des défoncés. La drogue (du shit), on peut en voir ou en avoir tous les jours, alors il faut pas nous prendre pour des "oufs", on sait ce que c'est. A l'école ou parfois à la télé, on nous parle de ça comme si c'était un truc terrible, genre hyper dangereux. Après quand un "tipeu" (un petit), il se met à faire du business, il se prend pour un boss, parce que genre, il a touché à la drogue. Chez les grands, il y en a plein qui fument, alors parfois, tu fais comme eux. Comme ça tu passes pour un grand. Ou alors, c'est quand tu te fais "engrener". On sera pas des toxicos comme le frère de X.... Mais nous dans le quartier, on sait où il faut s'arrêter"

(Un jeune de treize ans)

Sur la drogue, cette tranche d'âge montre un certain réalisme ou du moins, une connaissance assez fine des différentes questions posées sur la présence de ces phénomènes sur le quartier. La plupart du temps, ces enfants savent parfaitement différencier les produits existants ou circulant dans leur environnement. Des différences sont clairement faites entre les produits, leurs effets mais aussi d'une certaine manière sur les risques encourus.

Des dealers jouent un rôle dans le quartier. A l'occasion, ils dépannent une famille en difficulté (car ils vont plus vite que les assistantes sociales et n'ont pas besoin de formulaires). Et lorsqu'ils utilisent les enfants, ils les paient. Les formes d'utilisation des plus petits par les dealers, par exemple, avec petites récompenses à l'appui, sont bien décrites par cet ancien animateur :

"Les 25 ans n'occultaient pas qu'ils se servaient des 10/12, 12/14 ans pour leur servir de "rabatteurs" des clients qui cherchent à s'acheter du hashish, came ou autre chose... Les 10/12 ans sont petits, ils passent partout... Ils servent de rabatteurs et de facteurs (ils transportent des petits colis, des petits cartons, des petites boîtes). Ils ne demandent pas ce qu'il y a dedans... En contrepartie, ils ont un petit billet de 50 francs, pour eux c'est beaucoup... Ils vont apparaître aux yeux de la police, des inspecteurs plutôt comme victimes et les grands le savent. Ils se servent de cette «innocence»..."

Ainsi, vers la fin des années 80, dans cette cité très connue de la banlieue parisienne, ce sont au moins une douzaine de gamins qui passent ainsi leur mercredi et leur samedi, et parfois même les jours d'école. Ce qui a des répercussions immédiates sur leur relation à l'école, ainsi que l'explique l'animateur.

"C'était une manière de gagner de l'argent... Mais en plus, les petits ont tout de suite un jugement péjoratif par rapport à l'école. L'école ne rapporte rien, concrètement, financièrement. Ils pensent à court terme. Là, à la fin de la semaine ou de la journée ils vont avoir de l'argent, qui leur permet de s'équiper en baskets comme les grands, à 600, 800 francs, des blousons Chevignon... Ça les écarte du chemin scolaire."

Les grands, ils en font des héros, c'est des "Robin des bois" qui réussissent à semer la police, parce que, quelque part, ils distribuent un petit peu de leurs gains à tous ces petits, pour les protéger... J'ai vu des trucs fous. Des policiers qui tentent d'arrêter un dealer et trente ou quarante gosses qui se mettent entre eux et qui sautent sur le car de la police..."

Outre l'idée qu'une certaine forme de drogue (on fait bien la différence entre la "dure" et la "douce") véhicule de la violence, opérée par des consommateurs, les personnes interrogées parlent aussi de cet autre volet qu'elle induit : le trafic.

Si le trafic provoque aussi des situations de conflits entre les dealers eux-mêmes, entre consommateurs et dealers, il s'agit souvent de règlements de comptes, qui parfois se transposent dans le milieu carcéral, où les trafiquants se retrouvent. Un travailleur social de Roubaix nous disait à cet effet :

"Quand t'en as plusieurs sur le quartier qui tombent pour de la came, ils se retrouvent en taule et règlent leurs problèmes entre eux ; on en a qui ont dû être séparés avant que ça dégénère... Généralement, c'est pour une histoire de balance ou de truc comme ça. Le problème c'est que sur le quartier après, on est tous plus ou moins au courant. Y a des rumeurs qui ont même amené certaines personnes à déménager..."

Nous avons vu ainsi la situation du quartier des Tilleuls à Sartrouville, où en juillet 1992, un logeur a dû expulser une famille, dont plusieurs membres s'adonnaient au trafic et à des actes d'intimidation. Même si cette affaire avait pour protagonistes deux familles du quartier, les habitants et les adolescents en particulier, se sont vite retrouvés impliqués dans cette histoire.

Parents-enfants

-Et vous les respectez vos parents ?

- Ça dépend comment ils nous traitent...

- Ça dépend, ça veut dire que des fois ils ont tort ?

- Oui.

- Sur quoi ils ont tort ?

- Moi, ma mère, c'est sur les filles, quand tu dis que tu sors avec une fille, elle est pas du tout d'accord.

- Moi c'est la mienne, elle ne me laisse même pas traverser une rue, mais tout le temps je vais en cachette chez lui, je prends des bus.

(Filles et garçons de douze ans).

Tout se passe comme si la relation parents/enfants était teintée d'âgisme, attitude mentale qui consiste à imputer un type de comportement à un âge donné. En d'autres termes, un père de famille va considérer que son enfant de dix ans est trop petit pour se déplacer seul en dehors de la cité, alors qu'il attendra de son fils de quatorze ans qu'il soit mobile et autonome.

L'âgisme, qui distingue le "normal" de "l'anormal", est à la fois le produit des conventions sociales et de l'expérience empirique. L'adulte se réfère à l'éducation qu'il a reçue étant petit et à la définition actuelle de l'enfance pour permettre ou interdire, récompenser ou punir. Autant les parents des classes moyennes ont les capacités d'intégrer les nouvelles définitions de l'enfance et les normes de comportement qui s'y rattachent, autant les parents des classes populaires ont tendance à reproduire l'éducation qu'ils ont reçue. Il n'en reste pas moins vrai que l'ordre du "tolérable" s'immisce, au fil du temps, entre ce qui est normal et ce qui ne l'est pas.

Le conflit parents/enfant pourrait être en réalité le reflet d'un affrontement entre deux conceptions de l'enfance : celle des parents et celle des enfants. Ces derniers revendiquent un certain nombre de droits, dont celui d'être reconnus en tant qu'individus autonomes et responsables. En atteste cette discussion avec des enfants au sujet de la délinquance des "grands" de la cité :

- *Si on les traitait normalement, ils seraient pas comme ça aussi !*
 - *Voilà, il y a certains parents qui les traitent mal !*
 - *Et ils en ont marre de leurs parents parce qu'ils ont au moins la majorité, ils ont plus que 18 ans, et leurs parents ils les guident, ils font "non tu fais pas ça, tu vas là-bas, tu sors pas de la cité, tu restes ici" (...). Des fois c'est vrai, ils nous énervent nos parents, ils disent "va pas là !" ou "reste tranquille, fais pas de bêtises", et nous, comme ça nous énerve, on y va"*
- (Garçons de dix ans).

Cette revendication n'est pas nouvelle, mais les enfants la formulent de plus en plus tôt. Ils vivent dans un monde où ils reçoivent plus d'informations qu'il y a quelques années, et de sources beaucoup plus diversifiées (école, famille, télévision, publicité). Ils écoutent, comparent, exigent.

Cette évolution de l'enfance vers une revendication de plus en plus précoce de l'autonomie traverse toute la société française. Mais les familles n'ont pas toutes la capacité de négocier avec l'enfant (tu fais ceci, mais pas cela parce que...). La négociation demande du temps et de la disponibilité.

"Nous on voudrait être plus écouté. On n'a jamais droit à la parole. C'est pas parce que l'on veut discuter et être consulté, que l'on refuse les règles. Mais on n'est plus des petits enfants, on a aussi droit à la parole. Car quand ils décident quelque chose et bien c'est nous que cela concerne en premier lieu. La moindre des choses c'est qu'ils nous écoutent..."

(Un élève de cinquième).

Si l'on peut établir une différence de comportement entre les classes moyennes et les familles populaires, elle se situe au niveau du temps imparti à la négociation. Dans les quartiers populaires en effet, les parents consacrent très peu de temps à exposer les raisons pour lesquelles telle chose doit être faite et en général, le moment de la punition est très rapproché de celui de l'injonction. Il est plus souvent différé dans les classes moyennes.

- *Les parents, c'est eux qui nous mettent au monde, ils doivent prévoir notre avenir.*

- *Ils doivent nous montrer l'exemple.*

- *Vous croyez pas que vous avez des responsabilités aussi ?*

- *Si, si.*

- *Des fois il y a des parents, ils laissent même pas les responsabilités. Une fois il y avait un garçon, son père il l'engueulait et lui il voulait dire quelque chose, et à chaque fois qu'il disait un mot, son père il le frappait, on l'a revu, il avait des gros bleus.*

(Garçons de douze ans).

Dans cette perspective, la révolte des enfants vis-à-vis des interdits est moins une rébellion contre ces interdits qu'une contestation de la manière dont ils sont fixés. Les parents énoncent les interdictions sans les expliciter et il n'y a pas, ou très peu, de définition collective et négociée de ce qui est autorisé et de ce qui ne l'est pas. Ce qui est défendu, l'est arbitrairement et n'a pas de sens. Et c'est précisément parce qu'ils sont insensés que les interdits sont enfreints. Lors, l'exercice de l'autorité des parents est perçu comme un accès de violence, et la punition devient une maltraitance.

- Est-ce que vous avez des droits par rapport à vos parents ?
- Ben, faut se faire respecter.
- Vos parents doivent vous respecter ?
- D'une certaine façon.
- Si on fait des bêtises, là d'accord.
- Là, je comprends qu'ils nous engueulent.
- Là oui, mais si on fait rien du tout, ils viennent et nous tapent, c'est pas normal, par exemple avant ma mère, elle avait pas le droit de fumer, mon père il voulait pas, à chaque fois qu'elle était énervée, elle nous tapait nous, à chaque fois nous on avait rien fait, mais ma mère était tellement énervée, alors elle nous tapait tout le temps nous, maintenant qu'elle fume, elle est tranquille.
- Et ça arrive souvent que les parents frappent leurs enfants ?
- Oui (Tous)
- Pour vous, c'est de la violence quand vos parents vous tapent ?
- Ça dépend. Parfois ils nous tapent nos parents, mais c'est pour qu'on soit bien, par exemple si on vole, ils ont raison de nous engueuler, de nous punir, si ils font ça, c'est pour notre futur. (tout le monde est d'accord)
(Groupe de filles et garçons de 11 à 13 ans).

Les casus-belli sont nombreux mais le plus récurrent concerne la mobilité des enfants et adolescents ainsi que la gestion de leur temps.

- Quand vous sortez, vous allez où ?
- Des fois on bouge, on va à Stains, on va à Sarcelles, on va à Saint-Denis, des fois on part à Paris.
- Des fois tout simplement, on reste dans le quartier.
- Mais quand vous bougez sur Paris et tout ça, vous bougez avec des copains ?
- Quand on bouge, c'est vraiment qu'on a de l'argent, sinon on va à Saint-Denis.
- On n'a pas peur d'y aller en cachette de nos parents, mais tout ce qu'on a peur, c'est quand on prend notre bus et on fraude (rires), et on n'a pas de ticket et il y a des contrôleurs.

-Moi hier encore, j'allais venir chez lui, j'allais monter dans le bus, j'ai vu un contrôleur, je suis tout de suite redescendu et j'ai marché. Mais tout le temps quand on va quelque part, on emmène une bombe lacrymogène, parce que moi, mon frère, il me l'a passée, c'est tout, sinon on emmène pas quelque chose d'autre.

-Mais la bombe lacrymo, ça sert à quoi ?

-C'est pour se défendre.

-Parce qu'en ce moment, il y a des skinheads qui traînent dans les gares.

(Garçons de 12 ans).

Là encore s'affrontent des conceptions différenciées de l'enfance et de l'adolescence. Les enfants ont soif de découvrir le monde et sont prêts à en payer le prix : encourir la fureur de leurs parents au cas où ils seraient pris en flagrant délit de fraude.

Les enfants et adolescents considèrent en effet que les mises en garde et interdits opposés par les parents à leurs sorties sont une ingérence dans leur vie privée. Mais en ont-ils une ? Car vivre en cité, c'est vivre en collectivité et il est difficile pour les adolescents d'avoir une sociabilité privative. Chez eux, ils n'ont souvent pas de chambre individuelle donc pas la possibilité d'inviter des amis. Leurs regroupements sur la place publique constituent une nuisance pour les riverains. Ils privilégient donc les endroits "tranquilles", loin d'un parent ou d'un voisin, à l'abri de l'ingérence.

-Les temps ont évolué, peut-être que nos parents ne suivent pas, c'est trop dur pour eux

- Vous n'essayez pas de leur expliquer ?

- Ça sert à rien, ils comprennent pas, ma mère je lui ai dit souvent, on est en 1993, laisse-moi sortir, elle me dit non, au contraire, au lieu de me laisser sortir, il faut que je reste chez moi parce que les temps ils deviennent durs, style il y a des filles qui se font violer et tout.

- Donc le gros problème c'est que vos parents ne vous laissent pas sortir ?

- Ils donnent une heure, au lieu de nous laisser rentrer comme on veut, moi par exemple, si jamais je sors le matin, il faut que je rentre à 7 heures pour manger, ça va pas non, à 7 heures c'est le moment où on s'amuse ! (Fille de 15 ans).

La mère de cette jeune fille lui interdit de sortir le soir. Elle justifie cette contrainte horaire par l'insécurité qui règne dans le quartier et le risque auquel s'exposerait sa fille si elle y traînait au-delà d'une certaine heure. De son côté, l'adolescente fait valoir que "les temps ont changé" et que l'on vit dans une époque où les interdits de ce type n'ont plus cours. Nous sommes dans la configuration du conflit de génération, conflit actualisé dans l'affrontement de deux conceptions distinctes de l'environnement social. L'une est insécurisante, l'autre est sécurisante. Cette adolescente vit l'essentiel de ses relations sociales dans le quartier. Elle y a grandi et connaît intimement tous les jeunes de la cité qui représentent pour elle une famille élargie. Inversement, sa mère, qui n'a pas de relation de proximité avec les jeunes habitants de la cité, établit une césure nette entre la famille et le quartier. De sorte que la famille constitue pour l'adolescente une entrave à ses relations sociales.

Cette contrainte est d'autant plus forte que c'est au moment où ses relations se déploient dans le quartier que l'adolescente doit rentrer à la maison. Elle revendique donc le droit de gérer son temps comme bon lui semble, en fonction de ses propres rythmes de vie. Mais dans la mesure où il n'y pas de négociation possible en dehors de ce qui est toléré, cette adolescente essaiera de contourner l'obstacle familial en enfreignant les interdits. C'est d'autant plus facile que la contrainte parentale semble illégitime, et ce, à double titre : parce que le discours de la société sur la jeunesse, ce qu'on lui permet et ce qu'on ne lui permet pas, s'est libéralisé ; parce que l'expérience qu'a cette jeune fille du quartier est radicalement différente des représentations qu'en a sa mère.

Le mensonge permet d'éviter l'affrontement et la rupture avec les parents. C'est peut-être le seul moyen de "négociation" dont les jeunes disposent, même si cette négociation est unilatérale et subjective.

"- Vos parents, comment ils sont avec vous, ils savent que vous faites des conneries ?

- Ils savent, mais d'un côté, on leur dit qu'on se calme, et puis on leur ment, et puis un moment ils croient qu'on se calme, un moment on travaille bien à l'école, ils croient qu'on travaille bien à l'école, et puis après on retombe dans notre connerie et on ment.

- *Donc en fait, vous les manipulez ?*
 - *Ils nous manipulent et on les manipule, ils nous manipulent avec le fouet, et on les manipule avec la parole (rires)*
 - *Mais pourquoi vous mentez tout le temps ?*
 - *Parce qu'il y a que ça, il y a que le mensonge qui nous sort de nos problèmes (rires)*
 - *Et qui éduque à la maison, papa ou maman ?*
 - *C'est les deux, papa et maman, elle c'est l'avocat, le papa il fouette (rires).*
- (Garçons de 14 à 15 ans).*

Mentir permet aux enfants et adolescents de faire ce qu'ils veulent, tout en donnant d'eux-même une image conforme à celle que leur parents projettent sur eux.

- *Est-ce qu'il y a une grande différence de comportement entre l'école et la maison, est-ce que quand tu rentrais chez toi, tu racontais ta journée ?*
 - *Non, on se disait rien, je disais rien, je disais j'ai pas de devoirs, et si j'avais des devoirs, j'allais dans ma chambre, je m'enfermais et pendant ce temps-là, je jouais à la game-boy.*
 - *Donc tu mentais ?*
 - *Ouais, à peu près, je mentais.*
 - *Et pourquoi ?*
 - *Parce que sinon, il suffit que je dise à ma mère ça se passe comme ça, on jette des chewing-gums sur les profs, elle devient déléguée, un truc comme ça, elle dit tout, et après ça devient plus comme ça, ça serait un peu bête.*
 - *A l'époque, tu racontais des histoires ?*
 - *Ouais, c'était un peu pour être tranquille, parce que les parents ça prend la tête des fois, ils te posent une question, après ça va encore plus loin, plus loin, jusqu'à toute la journée, et après t'en as marre quoi, on a la tête comme ça.*
- (Fille de douze ans).*

En définitive, les enfants choisissent de mentir pour avoir la paix. Ils évitent sciemment la confrontation lorsqu'ils savent qu'il n'y a pas de négociation possible dans la famille et qu'ils en sortiront perdants, c'est-à-dire avec des contraintes encore plus fortes que celles qui étaient auparavant énoncées.

La tension entre la famille et le quartier peut être très forte. Plus les parents ont des représentations négatives de l'environnement social dans lequel vit l'enfant, plus celui-ci a du mal à gérer sa double appartenance à la famille et à la famille élargie du quartier. Le mensonge permet de jeter un pont imaginaire entre ces deux pôles d'identification. Il fait système, il concilie l'inconciliable. Il constitue simultanément une stratégie d'évitement des conflits avec les parents. Enfin, il permet de "vivre sa vie".

*II - Du côté des
intervenants sociaux
et éducatifs*

Pour nous aider à comprendre les problèmes que pose cette tranche d'âge, nous avons d'une part, procédé à des entretiens individuels avec certains professionnels et parents et d'autre part, constitué trois groupes témoins (Sarcelles, Sartrouville, Sevran), composés d'enseignants, de travailleurs sociaux, de juges pour enfants, d'agents de sécurité, de responsables de collectivités locales et territoriales.

Les résultats de cette approche nous confirment que s'il y a problème du côté des préadolescents, il y a aussi une déstabilisation et un essoufflement croissant du côté des professionnels.

Ce qui frappe d'abord, c'est le sentiment d'isolement de chacune des corporations professionnelles face aux problèmes posés : les enseignants ont l'impression d'être les derniers remparts contre la perte des repères sociaux, les policiers ont le sentiment d'être les derniers représentants de l'Etat et de l'ordre social dans des quartiers qui larguent les amarres, les travailleurs sociaux parlent de leur travail comme s'ils passaient leur temps à éteindre des feux qui se déclenchent à tour de bras.

Ce sentiment d'isolement amène bien sûr une certaine fatigue et une relative démoralisation de ces acteurs qui se considèrent parfois comme "les postes avancés" de l'action publique dans des territoires hostiles. Mais ceci a une autre conséquence, c'est le dénigrement mutuel entre ces différents acteurs. Chacun essaie d'expliquer en partie sa propre impuissance par l'incompétence ou le relâchement des autres acteurs, ce qui ne facilite bien évidemment pas la mise en commun des efforts. Il n'y a pas que les habitants de ces quartiers populaires qui se sentent souvent abandonnés, les acteurs professionnels partagent aussi ce sentiment et vivent très mal cette solitude.

Sur un autre registre, ils ont du mal à stabiliser une image claire de cette tranche d'âge qui leur pose pourtant de plus en plus de problèmes. Ils savent parler clairement des enfants de l'enseignement primaire, des jeunes majeurs, mais ils ont les plus grandes difficultés à tenir un discours construit sur les préadolescents. Tantôt, ceux-ci ne poseraient pas de problèmes particuliers, mis à part un noyau dur qu'il convient de traiter de manière différenciée, tantôt c'est l'incompréhension de ce que sont et de ce que veulent ces jeunes et une "psychologisation" excessive de l'analyse qui l'emportent. Beaucoup d'enseignants en particulier remarquent que de plus en plus de collégiens relèveraient d'un nécessaire suivi thérapeutique.

Par ailleurs, ces professionnels ont de grandes difficultés à définir des règles et des normes à partir desquelles ils peuvent "négocier" leur relation avec ces jeunes. Ils sont eux-mêmes déstabilisés par un certain désenchantement général et ont du mal, à de rares exceptions près, à clarifier leurs rapports avec des adolescents dont ils connaissent pourtant les difficultés et dont ils comprennent les angoisses, voire la révolte. Cette incapacité se traduit le plus souvent soit par une négociation au jour le jour, avec des repères assez élastiques, soit par un appel à l'autorité et à l'ordre qui sied mal à des intervenants socio-éducatifs pétris par ailleurs de sentiments humanistes. Ces professionnels vivent cette situation de double contrainte dans des souffrances identitaires, déontologiques et psychologiques qui les fragilisent.

Enfin, le rôle de la famille revient souvent comme un manque, comme un élément essentiel du processus éducatif qui dysfonctionne. Certes, là aussi nombre de professionnels essaient de comprendre les difficultés familiales, qu'elles soient matérielles, culturelles ou sociales, mais ils ne veulent pas non plus assumer les défaillances familiales dont ils observent avec inquiétude l'augmentation. Nos interlocuteurs oscillent sans cesse entre une analyse macro-sociale, où les difficultés des familles populaires sont mises en perspective et relativisées, et des constatations concrètes et micro-locales où ils reprochent aux familles une certaine démission.

1. Des images ambiguës

Objets de violence et violences sans objet

Dans la plupart des actes délictuels commis par des enfants et adolescents, il n'y a pas d'appât du gain ni des profits immédiats. Même s'ils réalisent aussi à l'occasion toutes sortes de petits trafics, nombre de leurs conduites nuisibles ne sont pas des comportements délinquants au sens habituel du terme. Pour les adultes, sont particulièrement déconcertants les actes où s'exprime une violence sans but apparent : écoles et crèches visitées dans la nuit qui se retrouvent le matin "vandalisées", jouets des enfants cassés, murs salis, sans qu'aucun vol n'ait été effectué... Ces violences, même si elles ne sont pas toujours aussi spectaculaires, sont quotidiennes et minent la vie des quartiers populaires.

"Ça s'aggrave, ça dégénère fort... Ils cassent pour le plaisir de casser, pour faire mal... Ça va craindre... C'est pas triste, ici. Et pourquoi ? C'est des débiles, des cinglés... A l'approche de Noël, peut-être, ils n'ont pas de sous..."

Ces comportements émeuvent singulièrement les habitants et les professionnels, ils sont souvent à la source des sentiments les plus aigus d'insécurité, des peurs les plus incontrôlées.

"Ce qui me paraît le plus surprenant, et peut-être le plus inquiétant, c'est la rapidité avec laquelle ces gamins basculent entre des réactions violentes et des réactions normales. A tout moment ils peuvent, pour des raisons parfois sans importance, devenir très violents, très agressifs, et dans la minute qui suit avoir des attitudes très "sympas", très agréables. On ne sait jamais comment ils vont réagir. Pour nous, cela est à la fois choquant et déstabilisant. Mais pour eux la violence n'a plus rien de très grave. Le passage à l'acte ne paraît plus comme une transgression vis-à-vis d'un ordre ou de

certaines règles établies. Au contraire c'est presque une règle qu'ils ont intégrée dans leurs rapports avec les autres. Ce type de fonctionnement se retrouve dans tous les lieux. Les espaces dans lesquels ils évoluent ne sont plus différenciés par des règles de fonctionnement. C'est pour cela, je crois, que la violence dans l'école ne les choque pas vraiment. Il serait d'ailleurs trop étrange si tout ce qu'ils vivent à l'extérieur s'arrêtait aux grilles de l'établissement, comme par enchantement..."

(un professeur de collège)

De l'avis de l'ensemble des professionnels que nous avons rencontrés, et à travers pratiquement tous les témoignages des enfants, la violence paraît être une préoccupation centrale. Deux catégories de violence sont observées.

Violence dans les relations entre les adolescents et les professeurs, qui n'est certes pas vécue quotidiennement, mais qui est de plus en plus considérée comme une réaction que l'on adoptera dès le plus petit désaccord. Le "passage à l'acte", verbal ou physique, semble se banaliser et, tout en entretenant une espèce de climat de tension et de crainte dans les rapports prof/élèves, il devient peu à peu un obstacle à toute discussion ou débat. Pour certains enseignants, cette évolution est aussi, avant tout, une entrave à l'accomplissement de leur métier.

Ces réactions concernent une petite minorité d'élèves, qui est en dehors ou coupée de toutes relations avec les professeurs et qui ne fonctionne que dans le rapport de force. Ce groupe, que nous appellerons le "noyau dur" représenterait entre 5 et 10% des élèves mais se retrouve dans la plupart des classes. Il a certainement un effet déstabilisant pour les enseignants, mais joue aussi un rôle plus ou moins moteur vis-à-vis du reste des élèves.

Au-delà de l'émergence d'un "noyau dur", c'est plus les attitudes de l'ensemble des élèves qui semblent préoccuper les professionnels. Car la grande majorité a aussi tendance à basculer rapidement dans la contestation, et à l'exprimer avec plus ou moins de violence. Là encore, c'est la rapidité et la spontanéité avec lesquelles les jeunes glissent dans ce type de réactions qui sont considérées comme inquiétantes.

L'autre forme de violence est celle que l'on peut observer dans les relations entre les préadolescents. Là aussi, le passage à l'acte est de plus en plus considéré comme quelque chose de normal, ou du moins comme étant une partie intégrante de leurs modes de relation. Pour n'importe quelle raison, aussi minime soit-elle, une altercation ou une bagarre est toujours possible. Et cela pour la très grande majorité des enfants de cette tranche d'âge, quelles que soient leurs origines ethniques ou sociales. Le développement de certains phénomènes, comme le racket (subi mais aussi pratiqué par de nombreux enfants), la possession de bombes lacrymogènes, sont autant de signes renforçant le sentiment ou la représentation de cette banalisation de la violence dans les relations entre jeunes.

"Quand j'ai le dos tourné au tableau, des élèves s'amuse à jeter des papiers, à pousser des cris bizarres..."

"Cela s'est passé dans la classe, l'élève a sorti une bombe lacrymogène et m'a envoyé un jet de gaz dans les yeux..."

"A n'importe quelle remarque que je peux faire à certains, j'ai droit à une insulte, un regard de travers ; et il est vrai que l'envie d'en claquer plus d'un m'est venue plusieurs fois..."

"Il est vrai qu'à l'intérieur des classes, on peut remarquer des comportements particuliers de certains, qui se traduisent en surface de façon anodine, je donne un exemple : si on se rend à pied du collège au théâtre, avec un groupe, il se trouve que ce sont toujours les mêmes qui vont donner des coups de pied dans les poubelles, ce qui n'est pas trop grave, qui tenteront d'attraper les devantures des commerçants, qui feront aboyer les chiens... Donc, ça, ce sont des comportements de gosses qui ne sont pas graves. Mais il se trouve que ce sont les mêmes qui seront incapables de trouver un jeu quand les autres en auront trouvé un. Ça veut dire qu'ils vont avoir un comportement d'errance... Ils refuseront de jouer avec une pomme de pin comme ballon, ils vont aller vers les joueurs de boules pour les empêcher de jouer, ils vont piquer le ballon des autres... Ils donnent l'impression d'avoir perdu une certaine capacité à imaginer ou dans les relations même avec leurs copains, ils sont incapables d'inventer autre chose que de l'errance. Et ce sont ceux-là qui sont en échec scolaire, qui refusent de travailler, qui ont des difficultés autres qu'on repère après..." (Enseignante de collège)

"Lors des émeutes, beaucoup de 10-16 ans se sont retrouvés dans les rues pour faire part de leur haine... Ils étaient des dizaines, en bandes, à casser des vitrines, à lancer des cocktails Molotov sur Euromarché, à cramer des poubelles, à participer aux confrontations avec les flics... Même s'il y avait des plus grands, il est vrai que ceux qu'on voyait le plus en termes quantitatifs, sont surtout des pré-ados, des ados... C'était la folie, on avait l'impression qu'ils sortaient de partout, au début spontanément, puis de façon plus ou moins organisée..." (Un responsable de Maison de quartier)

On découvre les "émeutes urbaines" ! Certains les perçoivent comme étant les faits et gestes de voyous, casseurs, de bandes organisées, d'autres comme le fruit d'une situation latente, complexe et presque prévisible.

"Ce qui s'est passé ici, après la mort de Djamel, il fallait le prévoir. Quand les jeunes ont cassé, c'est parce qu'ils avaient la haine, tu sais, comme une espèce de gros noeud à l'estomac, je veux dire que c'était dans leurs tripes, même moi, j'ai eu comme un choc... Et en même temps, y avait autre chose, cette espèce d'appel au secours, un moyen de faire comprendre qu'ils en avaient marre d'être pris pour des numéros. Ces mômes, ils ont l'impression de vivre dans une société où, je sais pas moi, où en fait on est rien, quand on vit, on n'est rien, on est invisible peut-être, pourtant, quand Djamel est mort, ils ont pris conscience qu'ils n'étaient pas seulement une enveloppe, y a quelque chose à l'intérieur, ils ont voulu le montrer, c'est tout..." (Un travailleur social)

"Ce sont toujours les mêmes qu'on voit ensemble, qui déconnent ; il est sûr qu'ils se sentent toujours plus forts en groupe. Par contre si tu les prends un par un, ils sont supers... Dans la bande, c'est à celui qui délirera le plus... Y a pas de chef, mais à cet âge, on aime bien se faire remarquer, être quelqu'un..."

Si ces jeunes perdent une partie de leurs moyens hors de leur univers, il en va de même hors de leur groupe. Le groupe est leur élément naturel, et tout seuls ils sont comme des poissons échouant sur le sable. C'est toujours en groupe qu'ils commettent leurs forfaits, mais aussi qu'ils vivent, qu'ils s'amusent. Dès lors qu'ils sont seuls, on peut les aborder différemment, constatent les adultes.

Certains parmi les plus "terribles" qui ne souffriraient aucune "remarque" en groupe, peuvent ainsi être abordés pour des discussions normales s'ils sont "isolés". F., jeune fille de 24 ans, raconte comment elle s'amuse à narguer A., 16 ans, un des "durs" parmi les durs :

"L'autre fois, j'ai trop ri, j'étais à ma fenêtre. Qui je vois arriver ? A. avec sa maman, tout sage, tout petit garçon. Je me dis : alors là, je vais pas le rater... Ils arrivent à côté de chez moi. La mère d'A. me voit, elle me dit : "bonjour F. labes ?" toutes les salutations en arabe, et après A. qui me dit "bonjour" et tout, comme un bon petit garçon à sa maman... j'ai trop ri."

"De toutes façons, tous ces durs-là, ils ont deux personnalités. En bande, et tout seul, c'est pas pareil. Ils sont plus les mêmes. Par exemple, la dernière fois, je suis tombée sur D. dans le bus, le 304, tout seul. Comment ça va ? tout ça... Il me dit qu'il a trouvé un stage, mais qu'il s'est fait virer. Et à ce moment-là, il m'avoue qu'il en a marre de se faire virer de partout... J'étais sciée parce qu'avec ses copains, je suis sûre qu'il explique, très fier, qu'il s'est encore fait virer, que de toutes façons, ce stage était bidon, etc... Mais quand je le vois seul, c'est pas le même D., tout doux, tout gentil... Il est autrement."

A travers la multitude de ces extraits de témoignages, nous voyons bien que pour les intervenants socio-éducatifs, les jeunes préadolescents ont des comportements et des attitudes qui couvrent un champ assez large et les jugements qu'ils portent sur eux en portent la trace décalquée.

Cependant, deux constats ressortent assez fortement : le premier est la perception qu'ont ces intervenants sur la capacité d'un nombre croissant de ces jeunes à basculer à tout moment dans des conduites violentes et destructrices, ceci n'étant pas, loin de là, l'apanage de quelques éléments perturbateurs clairement identifiés. Des adolescents qui ont d'habitude des comportements "ordinaires", peuvent devenir en quelques minutes de véritables enragés et faire preuve d'une grande violence. Entre le chahut et l'émeute violente, les frontières ne sont plus si étanches et les intervenants professionnels ne sont pas du tout préparés à la gestion en continu de cette tension larvée. Certains jeunes le savent et en jouent en permanence sous la forme de menaces et de chantage.

Le deuxième constat met en évidence le fait que ces jeunes préadolescents sont assez "invisibles" en tant qu'individus, mais très fortement "visibles" en tant que groupe. Mis à part les cas particuliers de prise en charge individuelle pour des raisons de santé mentale ou de danger physique et moral, la plupart de ces préadolescents sont assez peu perçus comme des personnes à part entière. Ils ont souvent l'impression d'être infantilisés, quand ils se retrouvent seuls face aux intervenants socio-éducatifs et ils doivent parfois faire "le coup de force" collectivement pour se faire entendre ou au minimum être regardés autrement. Cette situation explique en grande partie les malentendus qui naissent entre des adultes débordés et donc peu disponibles, et des jeunes dont les demandes en terme de relations inter-individuelles et donc structurantes restent le plus souvent sans réponse.

2. Règles et sanctions

Un désir de règles

"Contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'est pas rare de voir des élèves revendiquer des règles plus explicites. Dans la plupart de mes conseils d'administration je suis à chaque fois très surpris car les délégués ont des revendications autour du règlement, autour de consignes que nous ne faisons pas respecter. Il y a en permanence un décalage entre le discours de plus en plus fréquent chez mes professeurs qui considèrent les élèves comme totalement réfractaires à toute autorité, et des demandes des élèves qui vont dans une autre direction. C'est en même temps, je crois, très significatif du décalage ou de l'incompréhension qui est en train de se constituer entre les profs et les élèves. Il faudrait que l'on prenne le temps de réfléchir à la signification de ces contradictions. Je crois que l'on se laisse trop rapidement influencer par le comportement de la minorité des élèves qui sont "hors jeu", mais qui influent assez fortement sur le reste de leurs camarades. Et que l'on ne regarde pas assez ce qui se passe chez la grande majorité, dont les comportements ont certainement évolué, mais qui ont encore beaucoup d'attentes vis-à-vis de l'école..."

(un principal de collège)

"Moi ce que je pense, c'est que parfois il y a des débordements dans le collège, c'est vrai. Mais on ne fait pas vraiment beaucoup de choses pour les éviter. Il faut faire respecter les règlements si on veut que l'on en tienne compte. Dans notre règlement par exemple, il n'est pas marqué qu'il est interdit de cracher dans les couloirs ou dans les classes. Et bien il faut l'inscrire, et le faire respecter par des sanctions. C'est pareil quand il se passe quelque chose comme une bagarre dans la cour ou devant le collège. Personne n'intervient, personne ne dit rien. Donc on peut considérer que c'est autorisé. Mais bon il y a plein d'élèves qui ne trouvent pas ça normal. Et ça personne ne le voit..."

(extrait de l'intervention d'une élève déléguée devant un conseil d'administration de collège)

De nombreux témoignages sont venus confirmer cette revendication de règles ou de cadre plus contraignant, entre autres, au sein de l'institution scolaire. Parce que celle-ci est souvent considérée comme le lieu privilégié pour la socialisation. Comme si, consciemment ou inconsciemment, l'école était devenue pour ces pré-adolescents le dernier "rempart" susceptible de les aider et de les préparer pour affronter un environnement très souvent déstructuré où les règles collectives sont de plus en plus rares.

"C'est assez drôle à observer, mais même quand certains sont "absents", ou quand certains sont expulsés, ils viennent traîner autour du collège. Comme si ils ne pouvaient plus s'en passer. On a vu ça aussi au moment de "l'école ouverte", où tout un tas de gamins qui ne participaient habituellement à aucune activité sur la ville, sont venus très régulièrement pendant tout le mois. On le voit aussi parfois même avec les plus "durs", ou ceux qui sont vraiment en rupture du système. Jusqu'à 14/15 ans ils reviennent quand même régulièrement vers le collège au bout de quelques semaines, de quelques mois. Et là c'est à nous de trouver des solutions pour les remettre dans le cadre scolaire. En ce moment ce qui m'inquiète plus c'est une espèce de développement de ce que j'appelle "l'absentéisme perlé", car nous avons un nombre croissant de gamins qui restent attachés au système, parce que leur vie se passe autant ici que chez eux ou dans le quartier, mais qui parallèlement sont de plus en plus dans un fonctionnement un pied dedans, un pied dehors. Et ça pour moi c'est quand même le signe d'un malaise à l'école, qui n'existait pas auparavant..." (un principal de collège)

Pour les professionnels, les enseignants en particulier, cette demande d'espace de règles est vécue à la fois positivement et de manière angoissante. Car d'un côté, elle valorise le rôle de l'institution scolaire et la considère comme un lieu de production de relations sociales normatives et de l'autre côté, les adolescents qui formulent cette demande sont capables du jour au lendemain de tout rejeter à cause d'un sentiment d'injustice ou de tout autre événement. La communauté éducative est donc obligée en permanence de jongler avec des règles et des normes sans cesse en évolution.

Sanctions et délits : un couple instable

"Quand un gamin délire à l'école, les sanctions sont diverses ; elles sont aussi fonction de la gravité de l'acte commis. On va pas non plus appeler la police pour n'importe quoi. On a d'autres moyens. Sur les cas très difficiles, racket, vols etc., c'est interne à l'institution aussi. Peut-être que dans certains cas on aurait en effet dû faire appel aux flics. Mais, en même temps, on sait ce que ça veut dire... A ce moment-là, ce sont plutôt les parents des enfants "victimes", ou les adultes agressés qui portent plainte contre X, mais rarement l'école. On fait en fait de la gestion interne de nos problèmes... Pour les cas graves, notre sanction sera le conseil de discipline, avec ensuite exclusion de quelques jours ou définitive ; dans ce dernier cas, ça veut dire que l'élève a vraiment dépassé les limites, qu'il est même "récidiviste", à ce moment-là, il est mis dans un autre établissement... Sinon, pour la plupart, ce sont des sanctions classiques...."

(Principal de collège)

Il en serait de même pour les structures d'action sociale :

"Quand A. a défoncé la porte de la Maison de quartier, on a négocié avec lui, il a été "sanctionné" : juste avant les O.P.E., il a été obligé de monter toutes les tentes."

Des sanctions qui peuvent être radicales pour certains, d'autres qui relèvent de "négociations", de "compromis" où il est alors beaucoup question de "circonstances atténuantes". De plus, c'est bien l'effet de "masse" qui amène les acteurs sociaux à tirer des signaux d'alarme.

"Une question de fond, à propos de ce qui est fait par un certain nombre de jeunes enfants. Dans toutes les sociétés, on a connu des gamins qui volaient des cerises, mettaient des pétards dans les boîtes aux lettres, et ils ne sont pas devenus des délinquants. N'est-on pas en train de dramatiser un certain nombre de problèmes, dès lors qu'il n'y a pas de réajustement sur les comportements..."

"Des gamins qui jouent dans une cave, ça peut n'être rien, mais ils peuvent aussi très bien mettre le feu à la cave, s'ils sont en train de fumer. Ce n'est pas véritablement un fait de délinquance, mais ça peut le devenir."

"Je pense à un exemple précis. Des gosses ont mis le feu à un bâtiment, un préfabriqué de collègue. La réaction du maire : "c'est des gamins qui ont fumé et qui ont mis le feu". Dans une autre commune, pour le même fait, on aura : c'est épouvantable, maintenant les petits gosses de 8 ans sont des délinquants..."

"Il faut identifier l'acte délictueux pour qu'il ne passe pas pour un fait courant. Le véritable problème, me semble-t-il, c'est qu'ils perdent la notion de ce qui est autorisé et de ce qui est interdit. Quand vous citez l'exemple du feu aux voitures, le problème se pose."

"Comme de plus en plus de petits faits sont de moins en moins pris en compte en termes de sanctions, une espèce de lecture fait que pour ces enfants-là, le fait n'est plus perçu comme délictueux. Un peu comme si je roule à 180 sur une route limitée à 110, mais que dans ma tête, ce n'est pas dangereux. Je ne me considère pas comme étant en infraction parce que tout le monde le fait. Et les enfants sont un peu dans ce schéma-là : la règle, parce que plus personne ne la suit plus, semble mauvaise. A partir du moment où on a volé et où on n'a pas été pris, on peut perdre le repère que le vol, c'est répréhensible." (Représentante d'une collectivité territoriale).

Les règles ? Lesquelles ? Il est vrai que si les jeunes interrogés reconnaissent l'existence de certains interdits, ce n'est pas pour autant qu'ils ne les transgressent pas, "comme tout le monde".

Bien sûr, ils ne sont pas non plus des bandits professionnels, mais certains avoueront presque naturellement qu'ils "pratiquent de temps en temps le business". Les "délits" les plus fréquents sont les vols à l'étalage, les vols d'autoradio dans les autos, les agressions verbales et physiques. Celles-ci font désormais partie du quotidien pour beaucoup d'habitants de ces quartiers populaires.

Extrait d'un échange à ce propos au sein de nos groupes témoins :

Une enseignante : *Pour ceux qui sont victimes de certains jeunes, il y en a qui disent, "Oui, je sais qui a fait le coup, mais il a 15 ans. Comme il est mineur, il ne sera pas sanctionné."*

Policier : *Ça dépend de leur âge. Il y a des excuses de minorité, jusqu'à 16 ans.*

Assistante sociale : *Mais ils peuvent quand même passer devant la juridiction des mineurs.*

Représentante d'une collectivité territoriale : *Oui, mais vu la lenteur des procédures, le jeune a largement oublié ce qu'il a fait quand il passe devant la juridiction.*

Policier : *Et ils ne subiront leur peine réelle qu'à partir de 18 ans si vraiment c'est grave. Puis tout le panier de peines qu'ils vont récupérer à 18 ans, et le temps a fait que ça n'a plus vraiment de rapport. Mais sur Sartrouville, j'ai rarement ramené d'enfants de moins de 15 ans. Il y a certainement des problèmes avec cette tranche d'âge, mais pas des problèmes de délinquance. Car un vrai délinquant, c'est un récidiviste. Ou alors, on ne les voit pas au commissariat.*

A.S. : *Il y a peu de plaintes parce qu'il y a beaucoup de délits qui se passent au niveau des écoles.*

Policier : *C'est normal qu'on ne soit pas au courant de la chose, car systématiquement, la police est la dernière solution.*

A.S. : *Mais c'est normal. Surtout pour les premiers cas.*

Policier : *C'est normal... Le monsieur qui nous disait tout à l'heure qu'il fallait une autorité frappante, existante, à respecter. Si on veut que cette autorité ait de l'effet et soit respectée, il ne faut peut-être pas la faire partir derrière les autres. Bon, c'est vrai que si mon gamin fait quelque chose, je préférerais régler le problème moi-même, parce que le mettre devant la police, c'est lourd de conséquence. Mais pour un premier cas, c'est peut-être une bonne solution aussi, pour lui casser son élan tout de suite."*

Ces interventions nous ramènent évidemment à la pertinence de notre système juridique tout entier qui, pour certains ne semble pas adéquat face à une "délinquance de proximité, de plus en plus présente et de plus en plus juvénile". Il faut y ajouter la représentation que l'on a d'une société où les régulateurs sociaux deviennent de moins en moins efficaces vis-à-vis de ce public qui paraît à la fois "adulte dans ses erreurs mais trop puéril dans ses agissements."

"Aujourd'hui, on a peur de réprimander un gamin quand il fait une connerie. Que ce soit à l'école, à la maison, dans la rue, on dirait que les gens n'ont plus de responsabilités quant à "l'éducation" des enfants. Moi, je suis désolé, n'importe quel adulte est responsable, il a appris des règles, qui sont celles de cette société, il doit pouvoir les transmettre à n'importe qui... Le problème, c'est que aujourd'hui, même les adultes n'ont pas de repères non plus, alors on peut comprendre que les enfants et les jeunes soient complètement déconnectés...." (Un travailleur social).

Nombreux sont les acteurs sociaux qui prônent la prévention plus que la répression. Lorsque la décision de sanction est prise, elle est souvent le fruit de plusieurs discussions et débats autour des "circonstances atténuantes", ou des risques qu'implique la sanction. Mais il semblerait que ce questionnement soit occulté lorsqu'il s'agit "d'un enfant ou d'un jeune qui s'est déjà fait remarqué."

Qu'en est-il de l'impunité ?

Dans l'esprit de plusieurs professionnels que nous avons pu rencontrer, les préadolescents bénéficieraient d'une espèce d'impunité vis-à-vis de la justice et de la police. De même, de nombreux enfants de cette tranche d'âge ont parfaitement intégré le fait qu'être mineur les préserve de certaines décisions de justice. Que ce soit justifié ou non, cette représentation observée chez certains adultes, et ce sentiment d'être à l'écart d'une partie des règles collectives qui est relativement présent dans l'esprit des adolescents, placent ces derniers en dehors de relations sociales dites "classiques", où les comportements, les droits et les devoirs sont clairement définis.

Sur ce thème de nombreux acteurs ont semblé préoccupés par le décalage observé entre l'acte délictueux et le temps nécessaire à la réponse judiciaire. De même, ils soulignent l'inadaptation du système judiciaire, qui s'adresse essentiellement aux cas les plus "lourds", très minoritaires, alors que tous se sentent fortement dépourvus devant une multitude de phénomènes de transgression auxquels il est très difficile d'apporter des réponses. Ce qui à terme renforce le sentiment d'impunité, mais renvoie aussi de nombreuses interrogations sur les réponses apportées par les professionnels de la prévention, pour qui le rappel à la loi et à la règle serait l'exclusivité de la justice ou de ses représentants.

"On confond impunité avec impossibilité de mettre en prison, et je crois que c'est grave de penser cela. La détention provisoire pour les moins de 16 ans n'est pas possible, sauf pour des actes criminels. Avant cela, pour d'autres méfaits, il existe d'autres mesures comme le suivi par un éducateur, comme le sursis. Mais tout cela semble passer au-dessus de leurs têtes. La plupart du temps, les enfants ne vont pas se vanter d'avoir eu une sanction, mais il est vrai que pour eux l'inscription sur le casier judiciaire n'apparaît pas comme une sanction. Seule l'incarcération est visible, c'est donc cela être condamné. Mais on ne va pas mettre tous les ados qui font des bêtises en prison. Il est nécessaire que tous les adultes jouent leur rôle, à tous les niveaux : chez les professionnels, dans la vie collective et dans la famille..." (Une juge d'application des peines)

Derrière cette question de l'impunité, c'est aussi les relations entre adultes et adolescents qui sont en cause. Trop souvent certains adultes, certainement par crainte ou par passivité, "laisseraient passer" des attitudes ou des comportements, qui pourtant mériteraient sanctions ou au moins un rappel aux règles collectives.

Mais qui sont ces adultes ? Pour cette représentante de la justice, les professionnels de la prévention ont une grande part de responsabilité, car trop souvent, ils n'appliquent pas ce rappel à la loi, ont connaissance de certains actes (vols, dépouilles, agressions) sans réellement réagir. Pour les professionnels, la responsabilité incomberait certainement aux parents qui laisseraient faire leurs enfants, et accepteraient tacitement ce qui se passe dehors.

Ne voit-on pas alors émerger derrière cette question de l'impunité une partie des déficiences de certaines institutions ou l'inadaptation de nos fonctionnements sociaux et institutionnels devant une société qui serait en pleine évolution et dont les adolescents seraient aujourd'hui les détonateurs ? Déficiences des adultes, parents ou professionnels, qui ayant de plus en plus de difficultés à établir des règles collectives contraignantes et régulatrices, en appelleraient toujours davantage à une institution qui par essence symbolise la règle et la sanction ?

D'autre part, il est révélateur que ce sentiment d'impunité soit principalement perçu dans les espaces collectifs, là où les contraintes institutionnelles ont totalement disparu. En fait, nous avons le sentiment que chaque acteur essaye de préserver autant que possible ses règles et ses modes de fonctionnement dans son institution, en évacuant plus ou moins clairement la gestion du "no man's land" (rue et quartier) vers d'autres.

Novembre 93, F. est gardienne d'immeuble dans l'une des trois cités d'une ville très pauvre de la région parisienne, dont les journaux parlent rarement. Son quartier a beau ne pas défrayer la chronique, la vie y semble dure. F. vient d'acheter une bombe lacrymogène : *"le premier qui m'embête va en prendre plein la poire"*, promet-elle furieuse, *"les gens ont envie de sortir de chez eux avec un fusil pour leur taper dedans. C'est peut-être la seule solution. Peut-être que s'ils voient ça, ils vont se dire : "on doit se tenir à carreau, sinon ça va aller mal pour nous..." De toute manière, ça va dégénérer..."*

Les "fauteurs de troubles", qui agacent et menacent les fragiles équilibres de la vie de la cité, qui éveillent rancunes et désirs de meurtres n'ont pas quinze ans. C'est une "bande de gosses", dont le plus âgé a quatorze ans et le plus jeune une dizaine d'années. Certains passent parfois quinze jours de suite à "traîner dans les halls", faisant fi de l'obligation scolaire. Durant ce temps, *"ils font des ravages pas possibles dans la cité, cette bande de bras cassés"*, comme elle aime à les appeler.

Mais de quels ravages s'agit-il ? F. signale ce qui la concerne au premier chef, tout comme ses collègues : *"ils stationnent longuement dans les halls, salissent tout, dégradent, cassent ou dévissent les ampoules, font du bruit"*.

Lorsqu'elle leur demande "gentiment" d'aller ailleurs, ils lui répondent : *"tu veux qu'on te fasse une boule ?"* D'ailleurs, des boules de neige en pleine figure elle s'en est prise, la semaine précédente. Alors, elle est obligée de fermer la porte de la loge à clé. Cette fois-ci, elle a bien porté plainte, excédée, car dans la semaine *"ils ont aussi fait la cave, c'est trop !"*, mais sans espoir, car l'enfant soupçonné dans cette sale affaire est mineur.

Un gardien qui avait tenté de les "sortir des halls" a dû aller se faire recoudre à l'hôpital... Du coup, elle ne réagit plus, elle ne leur dit plus rien, de "peur de représailles".

Les adolescents, quant à eux, ne décolèrent pas. Dans leurs relations, presque toujours conflictuelles avec les adultes, ils ont à la fois un sentiment d'incompréhension, de frustration et d'injustice, comme deux adolescents de 13 à 14 ans, qui parlent durement du gardien de leur immeuble : *"si je veux, je le plante "cash" cet enfoiré. Il veut rien nous donner, il donne tout aux grands, il a peur d'eux..."*

Pourquoi choisir systématiquement les halls ? *"C'est qu'ils s'em... chez eux"*, où ils n'aiment pas rester. D'ailleurs, les parents leur disent : *"va jouer dehors"*, mais dehors : *"on s'ennuie avec le froid et le verglas, ici il y a de la boue et plein de crottes de chien..."*, se lamentent-ils. C'est pourquoi ils disent qu'ils aimeraient disposer un local dans la cité.

F., comme ses collègues gardiens, est devenue une "cible" pour ces enfants terribles. Mais sa souffrance se redouble du fait qu'elle habite et travaille dans la cité. Elle ne peut donc pas, comme le font d'autres professionnels, revenir dans un centre ville "protégé", reconstituer des réserves d'énergie pour recommencer le travail le lendemain.

Adultes-jeunes : une relation désorganisée

Des adultes, habitants du quartier, se plaignent aussi, des personnes âgées se hâtent de faire leurs courses tôt le matin "*quand ils sont couchés*" puis restent recluses chez elles toute la journée, tant elles ont peur. Des jeunes filles (notamment si elles n'ont pas de frère) n'osent sortir avec une jupe un peu courte ou un décolleté. Désormais, les "petits" ne se privent pas, suivant l'exemple de leurs aînés, de faire des remarques désobligeantes à leur rencontre, voire de proférer des menaces voilées.

A., 24 ans, animateur d'origine maghrébine, prétend que de son temps, à l'école déjà les enfants étaient en guerre contre les professeurs, ces bagarres allant jusqu'à l'insulte et la violence physique. L'adolescence n'est pas un phénomène si nouveau/que la forme de défi qui la constitue soit totalement inédite... Pas plus que les surenchères pour savoir qui saura aller le plus loin dans la transgression des règles de vie de la communauté.

Certes, mais deux choses semblent avoir changé, si l'on recoupe les témoignages des "grands", des "petits" et des professionnels. Les actes violents étaient hier encore isolés, perpétrés par quelque-uns, auprès d'institutions bien particulières. Or, aujourd'hui ils impliquent un nombre toujours croissant d'enfants très jeunes. L'âge où l'on commence à commettre des forfaits ne cesse de baisser, le nombre d'enfants impliqués d'augmenter exponentiellement, et la gravité des actes de quelques-uns (les célèbres "noyaux durs") de s'aggraver.

Par rapport aux représentations de la violence, on peut observer une évolution importante. Ainsi plusieurs phénomènes que les adultes considèrent comme les signes de l'augmentation de la violence, sont perçus par les jeunes comme des actes tout à fait bénins, ou la plupart du temps parfaitement justifiables.

Par exemple derrière le racket ou autres formes de chantage, ce n'est pas la violence qui sera exprimée mais simplement l'incapacité d'un jeune à se défendre, la faiblesse d'une personne. Et dans la vie quotidienne de ces préadolescents, la faiblesse n'a pas vraiment de place.

De même une insulte envers un professeur n'aura rien de dramatique quand dans le même temps cette "pratique linguistique" sera régulièrement utilisée. Ou encore tous les actes comme les bagarres, les altercations avec des adultes, les vols à l'étalage, que beaucoup de jeunes reconnaissent avoir déjà eu l'occasion de pratiquer, ne sont en rien considérés comme des manifestations de violence, et sont rarement perçus comme des actes "graves" ou déviants. Et pourtant ce sont souvent ces actes-là qui entretiennent le sentiment ou les manifestations de l'insécurité.

Par contre la violence sera réellement considérée comme telle à partir du moment où seront introduits des objets comme des couteaux ou des rasoirs, quand les actes seront effectués par des plus grands, ou quand il y aura une blessure grave.

Et pourtant, malgré cette banalisation de la violence, malgré les relations très difficiles que ces jeunes entretiennent avec les adultes, ils continuent à jouer et à vivre comme des enfants. Car ce rapport à la violence est aussi de plus en plus vécu comme une sorte de jeu.

Tout au long de nos entretiens, au cours de nos différentes réunions de groupes témoins nous avons dû très fréquemment préciser "de qui nous parlions". En effet, si la plupart des interlocuteurs que nous avons eus, sont d'accord sur les analyses montrant des évolutions dans les rapports entre préadolescents et adultes, au sein des institutions, au sein des familles ou dans l'espace public, des questions sont régulièrement réapparues sur la place et le rôle que jouerait un tout petit noyau d'enfants que l'on retrouve partout.

En fait l'ensemble des acteurs semble considérer que même si les préadolescents d'aujourd'hui sont un peu plus difficiles ou un peu plus revendicatifs que leurs prédécesseurs, cette tranche d'âge reste globalement tout à fait "gérable". Par contre elle est de plus en plus influencée par une minorité d'enfants, un "noyau dur" que l'on retrouve systématiquement dans chaque établissement, dans chaque classe. Celui-ci est dans un tout autre fonctionnement, déjà totalement "hors jeu" par rapport à l'école, par rapport au quartier, par rapport à notre organisation sociale.

De plus en plus, les acteurs semblent préoccupés par l'influence grandissante de cette minorité sur la majorité, et par les capacités de ce "noyau dur" à perturber, voire bloquer les relations entre préadolescents, institutions et adultes.

"Dans certains cas, j'ai été dans l'obligation pour fonctionner, c'est-à-dire pour pouvoir travailler, d'utiliser les "leaders" de la classe, ou de certains groupes. C'était pour moi la seule solution si je voulais faire mon travail correctement pour le reste de la classe. Car sinon je ne pouvais pas fonctionner. Je me rends bien compte que c'est vraiment grave d'en arriver là, mais en même temps la majorité est dans une telle situation de fragilité, que si je laisse faire, ils vont tous glisser vers des dérives. En fait j'en arrive à passer des espèces d'accords avec les plus durs, pour pouvoir travailler avec les autres. C'est vraiment le monde à l'envers..."

(un professeur)

"Je nous renvoie la balle à nous, adultes. Il faut qu'on soit sérieux, aussi, dans ce qu'on fait, dans le contrat qu'on va proposer. Par rapport à l'argent, c'est pareil, il y a des trucs complètement dingues ; dans l'Education Nationale, par exemple, proposer des sorties à 1.500 F, tu sais très bien que le même, sa famille ne pourra pas payer ces 1.500 F. Le gamin, il va demander une bourse, et on va aller frapper à toutes les portes : on va avoir un petit quelque chose, mais on sera loin de ce qu'il nous faut. Alors c'est : "bon, tu vas te prendre par la peau des fesses, il faut que tu bosses un petit peu". Il faut qu'on soit conscient de ce qu'on fait. A un moment donné, on demande tellement, que forcément, il va y avoir un dérapage. Ce dérapage, qui c'est qui va le faire, c'est le gamin. Pas toi, adulte. Et là, on va entrer dans le racket, dans la démerde, dans

ce qu'on veut. On le voit bien, dans des sorties qu'on peut proposer. Mais on est marteau, nous l'institution, on n'est pas sérieux. Finalement, quelque part, on aura été un peu le détonateur de ça. Il faut qu'on soit prudent, en tout cas attentif à ce qu'on va proposer." (Conseiller d'Education, Sartrouville).

Il y a quelques années une décision d'un professeur était acceptée sans trop de discussions. Aujourd'hui tous nos témoignages nous montrent que l'autorité quelle qu'elle soit, n'est absolument plus acceptée de fait, et surtout il est constamment nécessaire de la réaffirmer. Cela signifie que pour un professeur, il est indispensable de montrer son autorité, de la maintenir régulièrement ; et il a en plus continuellement besoin de démontrer au nom de quoi il dispose de cette autorité.

Peut-être plus que l'autorité, le professeur doit démontrer sa légitimité, car c'est de celle-ci qu'il tirera son autorité. En fait, son statut social d'enseignant, le fait d'être devant "le tableau" n'est plus un élément suffisant pour la majorité des élèves. Il faut aujourd'hui démontrer que l'on est apte à être enseignant. Si cela est admis, la plupart du temps le professeur n'aura pas de problème spécifique avec ses élèves, mais à l'inverse, s'il est considéré comme "inapte", les élèves ne manqueront pas de le lui faire savoir.

Ce rapport à l'autorité, ou cette perte de légitimité de "fait", est un élément qui change profondément les rapports entre professeurs et élèves car il place ces derniers dans une position d'acteurs au sein de la classe.

Dans d'autres professions, comme chez les travailleurs sociaux, ce constat sur l'autorité/légitimité est exactement le même, ce qui laisserait supposer que c'est bien la projection des préadolescents dans leurs relations sociales avec des adultes qui est en train d'évoluer. Car aujourd'hui ces jeunes n'hésitent absolument plus à exprimer leurs contestations.

Mais en portant aussi facilement la contestation ou la protestation ils déstabilisent fortement, et nombreux sont les professionnels interviewés qui voient dans cette évolution une partie du sentiment de dégradation actuel.

De plus, on constate que des règles d'autorité qui peuvent être établies par certains adultes, dans certains lieux, ne seront respectés qu'à l'intérieur de ce lieu. Ainsi, à chaque déplacement, à chaque changement de structure ou de classe, il sera nécessaire de redéfinir de nouvelles règles. Non seulement le rapport à l'autorité sera très lié au référant adulte responsable dans le lieu, à un temps donné, mais cela sous-entend aussi qu'en l'absence d'adultes, les adolescents auront le sentiment de ne subir aucune règle ou contrainte.

Et cela nous permet en partie d'expliquer le comportement des enfants de cette tranche d'âge dans l'espace public, dans le quartier ou dans la rue, où très souvent ils donnent l'impression de n'être soumis à aucune forme de contrôle social. Car dans cet espace nous avons le sentiment que les règles collectives ne sont plus suffisamment présentes pour apparaître comme contraignantes.

Un sentiment d'isolement

Devant des situations qui se développent de plus en plus tôt, devant des problèmes qui évoluent et s'accumulent extrêmement rapidement, les réponses apportées par notre système institutionnel paraissent toujours plus rigides, avec un temps de réaction toujours aussi différé.

"Dans la plupart des cas, entre le moment où l'on signale un problème et le temps de la réponse, il y a une telle différence, qu'une multitude d'autres problèmes se sont déjà accumulés. Résultat, on n'apporte que très rarement des réponses qui induisent vraiment des modifications..."

(un instituteur)

De même, sans que cela soit réellement formulé, nous avons constaté de nombreuses observations sur un décalage, qui serait croissant, entre nos modes d'intervention sociale et les réalités sociales et culturelles des quartiers. Pour certains enseignants, les outils dont nous disposons ont de moins en moins d'effets sur les familles ou sur les comportements sociaux de celles-ci. Cela serait particulièrement visible dans des communautés très "fermées" sur les cultures d'origine, et qui réagissent parfois violemment aux interventions de tiers extérieurs.

1

"J'ai eu un cas de signalement pour des jeunes filles d'origine pakistanaise, où après des réactions très dures des représentants de la communauté, les A.S. ne voulaient plus rien faire, et où il y a eu une pression très forte sur les enseignants, sur nous, travailleurs sociaux..." (un directeur de centre social)

Non seulement les acteurs se sentent de moins en moins "armés" pour faire face à l'évolution des situations, mais en plus ils ont tous le sentiment d'être totalement isolés.

Même si l'on connaît une multitude d'outils existants, pouvant théoriquement apporter des solutions, tous admettent ne plus les utiliser. Ces outils seraient saturés, et de toute façon n'apporteraient que des solutions très partielles et insuffisantes. De plus, très peu de liens existent entre les différentes institutions, et rares sont les acteurs qui estiment être informés ou associés après avoir "transmis" un problème à un autre partenaire.

"On n'est jamais informé, par exemple, après un signalement auprès de la DDASS. On ne sait rien au niveau des effets, ou alors brutalement quelques mois plus tard, quand par exemple on voit la police débarquer pour une enquête. Mais nous au quotidien cela a des effets sur le gamin, et la moindre des choses serait que l'on soit tenu au courant. C'est pour cela que maintenant on réfléchit deux fois plutôt qu'une avant de prendre une décision..."

(un instituteur)

Très lié au sentiment d'isolement, un certain essoufflement est perceptible dans le discours de nombreux professionnels, et cela quelle soit l'institution de tutelle.

De plus en plus, certains de ces acteurs ont le sentiment, non plus de pratiquer un métier, mais de s'engager dans une mission, où l'investissement personnel et le militantisme tiennent autant de place que le professionnalisme. Si cela est facilement accepté dans certains corps (les travailleurs sociaux), dans d'autres, et tout particulièrement au sein de l'Education Nationale, cela provoque quelques interrogations, voire parfois quelques inquiétudes.

"Moi aujourd'hui je suis principal et je dois gérer non seulement le fonctionnement de mon collège, mais aussi les états d'âme de mes enseignants, les problèmes collectifs et individuels des gamins, les relations entre les uns et les autres, les difficultés de l'environnement (cela veut dire drogue, violence, racket, chômage...), les rapports avec les institutions autres que la mienne, car maintenant c'est indispensable d'avoir d'autres partenaires, le tout en gardant un objectif : la réussite scolaire. Croyez-moi c'est pas toujours facile. Et bien sûr, le tout avec des gamins toujours plus exigeants, des professeurs de plus en plus inquiets, une situation qui se dégrade, une institution où on a de beaux discours mais des moyens rarement adéquats, et surtout un fonctionnement qui date d'une autre époque. Avec tout ça, et bien heureusement que l'on croit à ce que l'on fait, et que les enfants sont encore une source de satisfactions..."

(un principal de collège)

3. Mais que font les familles ?

Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, il semblerait que la famille reste un élément tout à fait central dans la vie et le fonctionnement des enfants âgés de 9 à 15 ans.

Même si la cellule familiale dans nos quartiers a subi et subit encore des transformations importantes (augmentation du nombre de familles monoparentales, déstructuration de l'organisation familiale dans certaines communautés...) ; même si les parents sont de plus en plus confrontés aux difficultés économiques et sociales, ce qui induit forcément des effets sur les pratiques éducatives, les relations au sein de la famille restent très importantes.

Cependant, c'est dans le rapport entre l'espace privé, la famille, et l'espace public, le quartier ou les institutions, que l'on peut voir des évolutions, certainement instrumentalisées par les pré-adolescents.

A travers les témoignages des enfants et des acteurs sociaux nous avons constaté une coupure de plus en plus grande entre ce qui se passe à l'intérieur et à l'extérieur des foyers.

Cette séparation du "dehors" et du "dedans", qui ne correspond pas à un fonctionnement vraiment nouveau pour des adolescents, prend semble-t-il aujourd'hui une importance considérable. Il y aurait une organisation systématique de cette séparation par les préadolescents, ce qui permettrait de préserver une indépendance beaucoup plus grande. Le mensonge joue là une place importante en étant utilisé comme un "outil" afin de faciliter et d'entretenir cette séparation. La plupart du temps, l'enfant est le seul relais entre la famille et l'extérieur, et le contrôle de cette position est stratégique pour l'enfant qui cherche à bénéficier d'une certaine autonomie dans "son" espace public. Paradoxalement cette séparation permet à certains adolescents d'avoir des attitudes très gentilles et très sages à l'intérieur, tout en étant considérés comme "terribles" à l'extérieur.

Et c'est fort de cette séparation que les adolescents peuvent alors "jouer" avec différentes personnalités suivant le lieu dans lequel ils évolueront : privé ou public.

Dans le même temps, cette séparation correspond aussi certainement à une volonté de la part des enfants de préserver leur cellule familiale de toutes les tensions et difficultés vécues à l'extérieur.

Car de plus en plus de jeunes ont conscience que le départ du domicile des parents se fera dans plusieurs années, rarement avant 25 ans, et que dans cette perspective, il est important de préserver autant que possible un "îlot de tranquillité", à l'intérieur duquel on pourra régulièrement se retirer et se protéger.

La famille sur la sellette

"La rue est contagieuse, il faut que les parents apprennent que la rue est contagieuse", explique un directeur de centre social. Pour nombre de professionnels, la présence régulière des enfants dans la rue sans surveillance est à la source des nombreux problèmes qui se posent aujourd'hui. "Dans les quartiers, les enfants ont toujours été dans la rue", affirme E., 26 ans, un ex-loubard devenu animateur. "Mais avant ils rentraient tôt, au plus tard 19 heures. Aujourd'hui, ils n'ont pas 16 ans et restent dans la rue la nuit, tard..." Dans ce quartier où restent encore nombre de familles françaises, les parents qui travaillent redoutent souvent de laisser leurs clefs aux enfants pour qu'ils rentrent à la maison à la sortie de l'école. Les enfants restent donc dehors jusqu'au retour du travail de l'un des parents. "Les parents, ils ont peur que l'on fasse la bamboula chez nous quand ils ne sont pas là et que tout disparaisse", explique C., 13 ans, qui passe ses après-midi après l'école à traîner dans le quartier.

"Les enfants sont dehors de plus en plus tôt. On s'émeut surtout des cas extrêmes : comme tel enfant de 18 mois perdu dans le quartier, ou tel autre, 3 ans, retrouvé la nuit et emmené au commissariat, sans que les parents se rendent compte de son absence. Les parents africains sont souvent les premiers - mais pas les seuls - accusés. En tout cas, ils abuseraient plus que d'autres, de la délégation d'autorité aux "aînés", souvent eux-mêmes d'un très jeune âge : les soeurs de 12 ans s'occupent couramment des bébés ou des petits dans la rue.

Les animateurs savent désormais que lorsqu'ils organisent un certain nombre d'activités, ils doivent compter sur cette donnée. Ils rentrent pour le couchage, pour le repas... Mais le reste, l'éducation se fait dans la rue. L'école, c'est accessoire. Ils transportent ça dès l'âge de 2/3 ans. Quand ils arrivent à 12/13 ans, ils ont un caractère qui s'est forgé dans la rue. Ils ont du mal à accepter la loi, les règles. Les parents au lieu de leur dire : "tu rentres à 19 heures et pas à 19h30", non il n'y a jamais une autorité parentale qui tente de cadrer ces gamins-là. Alors ils ont du mal, une fois qu'ils rentrent dans le collège, au centre de loisirs... Ils vont appliquer les schémas qu'ils vivent dans la rue..." (Directeur d'un centre social)

Un certain raidissement moral a de plus en plus cours dans les quartiers. Hier encore, les animatrices oeuvraient à ce que les femmes immigrées puissent se "libérer du carcan de la maison, sortir, faire autre chose que s'occuper des maris et enfants..."

Aujourd'hui, certaines d'entre elles, surtout lorsqu'elles sont issues du groupe et travaillent dans leur quartier d'origine, restent soumises à ses pressions moralisatrices, dénonçant "les mères qui vont prendre le thé chez les copines, en laissant les enfants traîner seuls dans le quartier, la porte fermée, rentrant juste avant l'arrivée du mari."

Pour certains parmi les professionnels (français ou immigrés), les explications empreintes d'un relativisme "culturaliste" aidaient - parfois elles aident encore - à accepter les réalités qu'ils pouvaient observer. Il en est ainsi de la présence massive des enfants dans la rue : n'en va-t-il pas ainsi dans les cultures d'origine de la plupart des immigrés ? Selon ce raisonnement, la difficulté réside simplement dans le fait que des parents n'ont pas compris qu'ici la rue recèle des dangers inconnus au pays...

Aujourd'hui, cependant, la générosité empathique qui animait nombre de professionnels mus par l'approche interculturelle n'est plus. Et les condamnations se font de plus en plus précises, les regards accusateurs.

"Il y a des familles qui ont perdu ce que j'appelle des schémas comportementaux face aux situations, c'est-à-dire qu'ils n'ont plus rien à transmettre, ni imagination, ni savoir-faire. C'est flagrant au CCAS où les gens arrivent en disant "on ne nous l'a pas dit". J'ai tendance à dire, "mais vous n'avez pas demandé". Ils ont perdu cette culture de la démarche, pour une culture un peu passive, consumériste. C'est un état d'esprit qui a changé. C'est ce que j'appelle la responsabilisation : ne pas vivre dans un monde de la baguette magique et du café instantané, où tout est facile et gratuit.

Au CCAS, on est confronté à ça tous les jours de la part des parents, et des jeunes, qui reproduisent. Au service du logement, quand on explique qu'il y a un délai d'un an, les gens n'acceptent plus la frustration qu'entraîne l'attente. Car ils ont toujours bénéficié de procédures dérogatoires qui les ont mis à l'abri de la vie réelle. Ils sont toujours tombés sur un magicien qui a réglé les problèmes pour eux...

C'est un long travail pour redonner une culture de l'effort... Les petits qu'il y a derrière sont très observateurs. S'ils se rendent compte que le grand frère qu'a jamais rien foutu, il vit aussi bien que l'autre frère - ou plutôt l'autre soeur - qui tous les soirs a fait ses devoirs, et bien il va prendre la voie la plus simple. Ce que je constate à l'heure actuelle, c'est une démission des familles, la non-culture de l'effort. Dès qu'il y a un problème, les parents ne font même plus face. Un certain nombre d'adultes ont démissionné. On est dans une civilisation de l'argent facilement gagné, ce que beaucoup de gens appellent "l'argent racket", on est dans le consumérisme.

C'est le discours des jeunes : "qu'est-ce que vous faites pour moi, on ne fait rien pour nous". "Et toi, qu'est-ce que tu fais pour toi ? Pourquoi tu ne donnes pas un coup de main pour que les choses avancent" ? On veut que le bon côté. "J'ai droit à... J'ai droit au logement, à la cantine gratuite..."

Et le devoir à côté, de renvoyer l'ascenseur, pas question. Et après on est dans une situation où on demande à avoir quelque chose, pas sur ce qu'on a fait, mais sur ce qu'on est : "Je suis pauvre donc j'ai droit à, je suis immigré d'origine..., donc j'ai droit à..., je suis en DSO, donc j'ai droit à..." C'est jamais "je fais des efforts et aidez-moi".

On est dans une culture du chantage : "si vous payez pas la cantine, et bien ils ne mangeront pas, et ce sera de votre faute". Les enfants aussi sont dans une culture du chantage : "je ne pars pas en vacances en O.P.E., et bien on brûle, parce que on aura quelque chose que si on brûle."

On cultive l'art de l'esquive... Je rencontre des gens qui automatiquement passent leur temps à dire : "C'est la faute de la conjoncture, de l'institut qui n'a pas voulu m'aider, de l'institution qui ne fait rien"..., Ils s'autodétruisent avant même de commencer, c'est une recherche instinctive de l'échec. Redire aux gens : "on veut bien vous aider". Mais aussi redonner aux gens des procédures, des schémas comportementaux.

Mais moi je rencontre des gosses qui ont ce que j'appelle un "moi mégalomane idéal". C'est : "Tout est possible, tout de suite, et moi je passe devant tout le monde parce que je suis moi". Ce que je veux dire avec le terme culture de l'effort, c'est lutter contre la baguette magique et le café instantané, "Tout, tout de suite". Et il y a certains interlocuteurs qui ont plaisir à être des magiciens. Redonner une culture de l'effort, c'est ne jamais rien donner sans rien." (Responsable d'un CCAS).

"Quand on a des problèmes avec des gamins et qu'on convoque les parents, on constate qu'avant d'éduquer les enfants, il faudrait d'abord éduquer les parents. Y en a qui sont complètement à côté de la plaque par rapport à notre rôle de travailleur social. On n'est pas les parents. On peut pas assurer leur rôle. Quand ils viennent à la Maison de Quartier, t'as l'impression que les parents se débarrassent de leurs mômes, ils sont à la garderie ici, et rien d'autre...." (Un travailleur social).

Billets d'excuses

Du côté des enseignants, les réactions sont contradictoires. La "démission des parents" est souvent évoquée. Les appels à l'ordre viseraient ainsi à inciter les familles à exercer leur rôle éducatif aux côtés de l'école. Tous les enseignants que nous avons rencontrés signalent les difficultés, le "débordement" éprouvé par certains parents : on cite l'exemple de deux enfants, chacun scolarisé dans un établissement différent, qui passent l'après-midi à regarder la télévision, un jour d'école, sans que la mère de l'un d'entre eux, présente, n'y trouve rien à redire. Les enseignants expliquent aussi leur désarroi dès lors que les convocations (par courrier) qu'ils envoient aux parents restent sans effet. Il semble d'ailleurs que ces refus de venir à l'école à la suite de convocations se font de plus en plus nombreux.

Certains enseignants redoutent aussi que des punitions excessives soient infligées aux enfants par les parents, dès lors que l'école s'est ouverte auprès d'eux des problèmes rencontrés. Comment prendre un tel risque ?, se demandent ces enseignants. Dans ce cas encore, leur marge de manoeuvre est fort réduite. C'est comme si la "juste mesure", efficace et humaine, restait à retrouver : entre l'abandon de leurs devoirs éducatifs par les parents (la célèbre démission) et la brutalité disproportionnée de châtiments (ou tout au moins qui paraissent tels aux enseignants, tant ils ne correspondent pas à leurs normes de valeurs), la voie est étroite.

"L'autre fois, j'ai convoqué un papa maghrébin parce que son fils avait déconné, il m'a dit : "mais madame, si Nordine fait des conneries, faut le taper...". Et c'est vrai qu'en fait on est toujours tiraillé par ce risque : prévenir les parents, les pères en particulier, qui vont frapper leur gamin...." (Une enseignante)

"Moi, je n'hésite jamais à convoquer les parents d'enfants qui posent problème à la maison de quartier... Et c'est vrai, t'en as qui s'en foutent, qui ne viennent pas, mais quand ils viennent, ils sont contents de venir, ils se sentent revalorisés, et le gamin aussi... Il faut arrêter de croire aussi que le même va se faire tuer par son père parce qu'il sera mis au courant." (Un travailleur social d'origine maghrébine, Sartrouville)

"Certains parents viennent quand même aux réunions parents/élèves, ils posent pas mal de questions sur ce que font leurs gamins, s'ils ont des chances de réussir, s'ils travaillent bien malgré leur comportement... C'est vrai qu'ils ne sont pas nombreux à se présenter aux élections des représentants de parents d'élèves, mais en même temps dans ces quartiers, il ne faut pas s'attendre à autre chose...." (Un chef d'établissement de Tourcoing)

Les parents d'origine populaire, et les parents immigrés notamment, ont envers l'école des espoirs sans commune mesure avec les capacités de réponse de l'institution. Il fut un temps où les normes de conduite des enseignants ne souffraient aucune contestation. Avec l'écroulement du mythe de la réussite de leurs enfants par le biais de l'école, l'attitude des parents tend à changer.

Des enseignants (et aussi certains travailleurs sociaux) affirment ainsi que certains parents se solidarisent désormais avec leurs enfants, y compris lorsque ces derniers ont commis des actes susceptibles d'être punis. Un directeur de collège affirme que parmi la quarantaine d'enfants qui posent des problèmes répétés dans son établissement, se trouvent tous ceux qui ont réussi à mettre "de leur côté" leurs parents, dans une attitude agressive envers l'école. Et A., 25 ans, d'origine maghrébine, compare lui aussi l'attitude des parents hier et aujourd'hui :

"Avant, les parents rehaussaient les profs, jamais ils donnaient raison à leur fils contre un enseignant. Aujourd'hui, ça a changé, les parents vont défendre leurs enfants et les profs vont avoir peur des représailles..."

Cette attitude dérange profondément le corps enseignant, pour qui elle semble proprement inconcevable. On aurait cependant tort de voir dans ces nouvelles réactions seulement l'effet d'une certaine mauvaise foi des parents. Pas plus que l'on ne saurait se contenter de l'explication commode selon laquelle ils se feraient "rouler" par leurs enfants et se trouveraient ainsi embarqués dans une controverse dont ils ne maîtriseraient guère les tenants et aboutissants.

Chez certains parents, il s'agit plutôt d'une manière de "forcer" leur entrée, d'une manière qui peut sembler gauche et déplaisante aux enseignants, dans un univers scolaire dont ils ne connaissent pas les règles et usages.

"Il y a des fois, vraiment j'ai des doutes, je me pose des questions sur la qualité des profs. Les gosses ont quelquefois noté des choses que les profs leur ont dictées (en tout cas, c'est ce qu'ils disent) qui n'ont aucun sens. A force d'entendre les gamins dirent que leurs profs sont "nuls", je me pose des questions..." (A., 23 ans, étudiante)

Le renversement d'attitude ainsi observé proviendrait de l'expérience d'une sorte de désenchantement social éprouvé par des parents en nombre croissant : s'ils légitiment la conduite de leurs enfants, c'est qu'ils ont compris, eux aussi, qu'il n'y a rien à attendre de l'école concernant l'avenir. Ils l'incriminent, ainsi que les agents de l'institution scolaire, de faire obstacle aux projets d'ascension sociale qu'ils nourrissaient pour leurs enfants et lui reprochent de faillir à la mission qu'elle prétend assumer.

S., Française de souche, comme l'on dit, gardienne et mère d'une fille en souffrance à l'école, exprime elle aussi, à sa manière, des sentiments semblables : *"à force de côtoyer des parents issus de l'immigration dans les quartiers, moins capables de revendiquer, connaissant moins leurs droits et osant moins interpellier l'école, certains enseignants se seraient laisser aller à des "abus" de pouvoir",* estime-t-elle.

Bon nombre de parents que nous avons rencontrés avouent "n'être pas à la page" par rapport à certaines choses, d'où aussi parfois cette sensation d'être "ringards".

"J'ai dit à Laetitia le minimum qu'une jeune fille doit savoir à son âge, mais bon le reste elle apprendra au fur et à mesure de son éducation scolaire, bon maintenant y'a des cours d'éducation sexuelle qui se font, ça ne me gêne pas, des fois c'est même elle qui m'apprend des choses, des fois elle m'épate... Je me dis qu'à son âge y a des choses qu'elle ne devrait pas sortir quand même..." (Mère d'une enfant de 14 ans)

"J'ai des difficultés avec les miens d'autant plus que j'ai beau leur dire d'agir comme ça, les voir agir contre mon avis m'énerve toujours... A leur âge, moi je sais que je n'ai jamais répondu à mes parents et moi mes enfants me répondent à leur âge." (Mère d'une fille de 12 ans et d'un garçon de 9 ans)

En effet, s'ils avouent ne pas comprendre les comportements de certains enfants et jeunes, ils n'en sont pas véritablement déconnectés. Plus que de la démission, il s'agirait plutôt de "fatigue".

"Je passe mon temps à lui gueuler dessus, à essayer de lui faire comprendre qu'il doit travailler à l'école, qu'il me doit respect, qu'il ne doit pas regarder la télé mais aller faire ses leçons... C'est perpétuellement la même rengaine... Je suis fatiguée... Heureusement qu'il y a ses soeurs qui prennent parfois la relève, et son père aussi dont il a plus peur, et qu'il écoute plus que moi." (Madame S., mère d'un enfant de 12 ans)

"Je n'en peux plus, toute seule je n'y arrive pas. Je ne peux pas être toujours derrière eux, franchement, y a des jours où c'est vraiment très dur. Si vous voulez, les enfants quand ils savent que vous êtes seule, qu'il n'y a pas d'autorité de père, ils se disent la mère va faiblir, donc ils savent à quel moment elle va craquer tout en la poussant à bout et ils savent que ça va marcher...." (Marie, divorcée, mère de deux enfants)

"Hier, j'ai rencontré la maman de M., elle me semblait complètement désemparée ; avec un aîné toxico, son petit qui déraille à l'école, son mari, inexistant, tu comprends qu'elle craque...." (Une psychologue scolaire)

Certaines mères (françaises, mais aussi immigrées) qui ont planifié volontairement le nombre de leurs enfants pour pouvoir les éduquer convenablement, estiment que la loi incite à l'inconscience, à faire "*des enfants pour les allocs*". Elles remarquent que c'est souvent en effet dans des familles où le nombre d'enfants est très important que leur contrôle, leur suivi s'avère difficile.

Lorsqu'un député proposa de se servir des allocations familiales comme moyen de pression pour obliger les parents à un plus grand contrôle de leur progéniture, de nombreux professionnels l'approuvèrent.

Il en va de même pour les solutions de mise à distance et d'éloignement d'adolescents et de jeunes qui provoquent continuellement des problèmes dans le quartier. Et nombre de parents, notamment lorsqu'ils ont des enfants en bas âge ont, eux aussi peur des "mauvais exemples". Ceux qui s'échinent à "tenir" leurs enfants ne comprennent pas "l'impunité" des auteurs de troubles.

Pourtant, il se développe de la part des adultes, un sentiment et une attitude de retrait, de refus d'intervention, d'incapacité de s'affronter aux adolescents. Pour certains (notamment les "Blancs") c'est la "peur des représailles" qui est évoquée : on craint de voir ses propres enfants molestés, sa voiture cassée... Pour d'autres, dont certains parents maghrébins, c'est le découragement et l'impuissance qui dominent.

"Par rapport à nos parents, nous avons appris au moins une chose : il faut faire moins d'enfants, il faut les tenir autrement, c'est pas la peine de frapper comme des sauvages...", dit S., 21 ans. Très strict, il surveille sa soeur et *"lui permettra d'avoir un ou deux fiancés mais pas plus"*. Cependant, il estime que sa fille (un an) aura un autre destin que celui qu'ils ont connu : un père despotique, exerçant son autorité avec brutalité. Nombre de jeunes hommes pensent aujourd'hui comme lui. Souhaitant ne pas trop s'éloigner de la tradition de leurs parents, ils envisagent d'en assouplir les normes et surtout, d'en finir avec les châtiments violents qu'ils ont eux-mêmes subis.

Ainsi, à leur manière, ces jeunes rejoignent, en la modulant, la critique et la revendication de nombre de pères, qui estiment que la "société française" les a empêchés d'élever leurs enfants à leur guise, les privant notamment de la possibilité de châtiments corporels en faisant peser sur eux la menace de l'enfant "remis à la DDASS". Une telle attitude aurait aidé selon eux, à développer une autonomie de l'enfant, qui jouerait de sa connaissance des codes de la société française pour "menacer les parents", au cas où ils dérogeraient à la loi. C'est par cette permissivité de la loi française que nombre de parents expliquent leur impuissance d'aujourd'hui.

Si l'on crie à la démission de la famille dans les banlieues populaires, on pourrait aussi parler de leur capacité à endurer les situations les plus dramatiques, l'énorme résistance que pères et mères déploient pour affronter les difficultés de toutes sortes posées par leurs enfants.

Jusqu'à il y a très peu de temps, on s'étonnait, pour le déplorer parfois, que ces enfants et jeunes quels que soient leurs comportements, trouvent de manière infaillible, dans leurs familles un toit où dormir, une table pour manger. Mais aujourd'hui, les familles sont fatiguées.

Balbutiant encore, quelques comportements signalent ce découragement. Des parents "au bout du rouleau" ferment leurs portes à leurs enfants pour leur signifier leur refus de leurs comportements (particulièrement dans le cas d'enfants toxicomanes). Les jeunes qui passent leurs nuits dans les caves ou dans les locaux techniques des immeubles ne sont plus des exceptions.

"Mon frère, on l'a mis à la porte et maintenant il est un loup, il mord", dit un adolescent de 14 ans, pour expliquer le comportements délinquant et suicidaire de son frère de 25 ans.

Un autre signe, lui aussi révélateur peut-être de comportements à venir : les méfaits des enfants et l'incapacité de les assumer, conduisent certains pères à abandonner le foyer. Non comme certains hommes le faisaient, il y a quelques années, lorsqu'ils cherchaient une femme au pays et se remariaient, fondant une nouvelle famille. Tout simplement, ils s'en vont, abandonnent femmes et enfants, "dépassés" par les défis qu'ils ne peuvent relever. On atteint ainsi les dernières limites de la figure du "père absent" que des sociologues avaient déjà évoquée ces dix dernières années.

Conclusion provisoire

Nous avons essayé, tout au long de ce rapport, de dresser un tableau des représentations sociales que produisent les préadolescents dans les quartiers populaires, ainsi que de donner la parole aux intervenants sociaux et éducatifs concernés par cette partie de la jeunesse.

A bien des égards, ce tableau peut paraître sombre et pessimiste.

Il n'en est rien, il est tout simplement réaliste.

En rendant compte des désarrois et désespoirs de cette jeunesse, qui grandit au sein d'une société où elle ne se sent ni aimée ni entendue, nous tirons une sonnette d'alarme que nous espérons salutaire.

De même qu'en insistant sur le sentiment d'isolement, de solitude et sur la fatigue des professionnels et des familles, nous rendons compte fidèlement de ce que nous avons entendu, vu et observé. Une société comme la nôtre, avec son système institutionnel, social et politique, a encore largement les capacités de relever les défis que posent l'éducation et la socialisation des enfants des quartiers populaires ; encore faut-il qu'elle en ait la volonté et qu'elle s'en donne les moyens en intelligence et en investissement.

Partout où nous avons enquêté, nous avons rencontré des acteurs sociaux et professionnels qui ne baissent pas les bras et qui sont prêts à prendre des initiatives dans ce domaine, pourvu qu'ils en aient la latitude et les moyens.

Plusieurs rapports récents ont fait des propositions concrètes que nous partageons en grande partie. Citons en particulier le récent rapport du Conseil économique et social d'Ile-de-France¹, qui avance toute une série de recommandations quant à l'organisation de la vie scolaire, le partenariat, le rapport avec les familles, etc...

¹La politique de la ville : les quartiers en difficulté et la violence dans les établissements scolaires. Rapporteur, Gérard LE GALL, février 1994.

Nous insisterons pour notre part sur quelques propositions concrètes, dont la mise en oeuvre peut aider à améliorer une situation qui tend malheureusement à se dégrader et à produire des crispations et des attitudes d'intolérance, de violence réciproque et d'incompréhension durables.

1- Nous ne le dirons jamais assez, il faut d'abord faire en sorte que les dispositifs existants soient plus efficaces, en les renforçant, en les faisant agir en synergie et en les rendant plus visibles et à la portée de ceux qui en ont le plus besoin. Les services de la santé scolaire, les ZEP, les comités d'environnement social des établissements scolaires, les C.C.P.D., les opérations écoles ouvertes, etc, sont des dispositifs publics qui souffrent du manque de moyens humains et financiers, du cloisonnement et de l'usure parfois.

Il ne serait donc pas inutile et notamment à travers l'interministérialité de la politique de la ville, d'impulser une véritable prise de conscience des problèmes posés par les préadolescents, et de prendre des initiatives communes pour y faire face. Les institutions spécialisées (D.I.V., F.A.S., etc.) ainsi que les départements ministériels concernés (Education Nationale, Jeunesse et Sport, Affaires Sociales, Intérieur, Justice) disposent à travers leurs services, des éléments d'appréciation sur les sites prioritaires qui devraient être bénéficiaires d'actions spécifiques de prévention. Les conseils généraux et les communes doivent être obligatoirement associés à ces initiatives dont certaines relèvent de leurs compétences.

2- Créer un véritable réseau d'accompagnement scolaire et social des préadolescents dans les quartiers populaires. En effet, à l'inverse des élèves de l'enseignement primaire pour lesquels des avancées importantes ont été réalisées depuis dix ans, ceux des collèges bénéficient rarement d'un soutien scolaire approprié. Alors même que le passage du primaire au secondaire pose à ces enfants de nombreux problèmes d'adaptation, nous constatons un vide quant à l'accompagnement dont ils ont souvent cruellement besoin.

Ce soutien doit être aussi social dans la mesure où, comme nous l'avons soulevé, bon nombre des préadolescents de ces quartiers connaissent de multiples problèmes sociaux face auxquels ils sont dépourvus d'interlocuteurs attentifs.

Nous proposons donc qu'autour des collèves, en lien avec des travailleurs sociaux de secteur, avec les associations locales et les animateurs des centres sociaux, soient constitués des espaces d'accompagnement scolaire et social, initiés et gérés par ces partenaires. La mise en commun des moyens humains et matériels, ainsi que la mobilisation des ressources financières complémentaires, devraient créer une dynamique forte et attractive et répondre ainsi à de réels besoins.

En lien avec les services municipaux concernés, ces espaces pourraient devenir de véritables pôles de réflexion, d'action et de médiation sur et avec des groupes de préadolescents fragilisés et pouvant basculer dans des attitudes d'échec prématuré, d'agressivité et de nihilisme. Ce fonctionnement, s'il s'avère efficient, pourrait devenir aussi un point d'appui pour la communauté éducative et contribuer à rompre son isolement face aux problèmes qu'elle rencontre.

3- Il faut insister, tant au niveau de la formation des enseignants et des travailleurs sociaux qu'au niveau du fonctionnement des structures sociales et éducatives, sur la nécessité d'appréhender et de gérer des situations de violence et de crise aiguë générées par certains préadolescents.

En appeler à la justice ou à la police est parfois nécessaire mais paraît bien souvent aussi excessif. Il y a donc à travailler avec l'ensemble des professionnels de terrain pour qu'ils intègrent des attitudes, des modes de relations et d'analyses qui leur permettent de faire face à la violence verbale et physique de certains de ces jeunes et à gérer ces crises relationnelles de manière plus sereine qu'aujourd'hui.

Il est impératif que dans toutes les formations, qu'elles soient initiales ou continues, que suivent les professionnels, ces questions soient abordées frontalement et donnent lieu à la constitution de savoir-faire qui pourraient être capitalisés et transposés là où c'est nécessaire.

De même qu'au sein des collèges et des structures socio-éducatives, il paraît nécessaire de démystifier ces violences avant qu'elles n'atteignent le vandalisme ou les agressions physiques contre les professionnels.

Ceci veut dire qu'il faut en parler avec l'ensemble des préadolescents qui fréquentent ces espaces publics, tenter de désamorcer les malentendus et les incompréhensions qui se transforment en agressivité manifeste.

Face à la réalité désormais durable de cette violence multiforme, en appeler à un ordre autoritaire ou démissionner sont deux attitudes qui aboutissent à des impasses. La seule attitude responsable consiste à faire face, à assumer, et à agir.

4- Les familles dans les quartiers populaires restent, malgré leur désorganisation relative et leur fatigue, un maillon essentiel du processus de socialisation des préadolescents ; elles rencontrent cependant des difficultés économiques, sociales et culturelles qui mettent à mal ce rôle essentiel qu'elles doivent jouer. Elles ont des difficultés à avoir des relations claires avec les institutions sociales et éducatives, souvent par manque d'informations et de connaissances, comme elles ont souvent du mal à identifier à temps les malaises, scolaires notamment, de leurs enfants. Certes, chaque famille est un cas unique avec son histoire, son mode de fonctionnement et ses rapports internes et externes, mais nous constatons que dans bien des cas, elles appellent soutien, support et médiation car elles n'arrivent pas toujours à faire face à leurs obligations éducatives. C'est pourquoi nous proposons deux types d'action :

Il paraît souhaitable de développer toutes les formes de médiation entre familles et institutions, à travers des parents relais ou des professionnels missionnés à cet effet. Plusieurs expériences existent et donnent des résultats encourageants qui permettent en particulier de "déminer" des conflits latents et des difficultés de communication.

Par ailleurs, il nous paraît essentiel d'encourager la naissance et le développement d'associations locales de parents dans les quartiers populaires. Il en existe déjà quelques-unes mais elles souffrent d'un manque de moyens et de perspectives, alors même qu'elles jouent un rôle essentiel de lieu de parole, de groupe d'auto-support et d'espace d'échange de savoirs et d'expériences. Quand bien même des parents ont perdu parfois une partie de leur autorité à titre individuel, ils peuvent la retrouver en passant par un échange collectif et une solidarité de base. Il est donc souhaitable que les pouvoirs publics et les institutions spécialisées inscrivent cette dimension dans leurs priorités en matière de financement et de soutien.

5- Enfin, il faut lancer une véritable campagne nationale d'information, de débats et d'initiatives autour des problèmes rencontrés par les préadolescents dans les quartiers populaires. C'est ce que nous entreprenons d'ores et déjà en collaboration avec la Fondation agir contre l'exclusion (FACE), dont on trouvera le programme prévisionnel en annexe. Car notre conviction intime est qu'il est nécessaire de créer des lieux d'échange et d'expérimentation qui sortent cette problématique de la confusion, de l'ignorance et de l'opacité dans lesquelles elle se trouve actuellement. Il appartient aux pouvoirs publics et aux acteurs sociaux de relever ce défi avec persévérance car le chemin risque d'être long. Il en va de l'avenir de toute une génération qui est en droit d'attendre des éléments de réponses à ses problèmes et des raisons d'espérer ou en tout cas de ne pas désespérer.

Annexe



PROGRAMME PREVISIONNEL
DE TRAVAIL
FACE - BANLIEUESCOPIES

sur les 10 - 15 ans
dans les quartiers en difficulté

POURQUOI LES 10-15 ANS ?

De l'avis unanime de tous les acteurs de terrain qui s'occupent des problèmes d'exclusion, se développe actuellement un phénomène aussi grave qu'inédit.

La délinquance, la drogue, la violence, la détresse qui semblaient être jusqu'à ce jour les maux d'une jeunesse marginalisée par la crise économique, gagnent des enfants de 10 - 15 ans.

Dans certains quartiers, apparaissent, dans l'ombre des aînés et hors des structures de prévention, un nombre important de jeunes sans repères familiaux et sociaux clairs, rompus à toutes sortes d'activités économiques marginales (vol, recel, usage et trafic de drogue) et souvent déstructurés mentalement.

Inconnues, méconnues ou taboues, les dérives de ces très jeunes adolescents doivent être rapidement étudiées et mesurées, notamment dans les quartiers populaires où le danger est le plus grand.

S'il n'est pas enrayé aujourd'hui par des actions précises, ce problème ne pourra bientôt plus trouver d'autres solutions que dans la répression la plus dure.

En effet, les efforts actuels d'insertion sociale et professionnelle de public exclu resteront inefficaces pour cette génération qui aura trouvé, dans la marginalité, ses propres repères et valeurs.

LES NOUVEAUX DESPERADOS

Parmi ses maux - il n'en manque pas - notre pays voit apparaître en son sein une génération de nouveaux desperados, jeunes adolescents sans repères ni horizons, en rupture avec les modes de vie d'une société à laquelle ils ne se sentent pas appartenir. De temps en temps, l'actualité leur donne un visage ; celui d'une délinquance qui progresse et qui devient de plus en plus violente. Qui sont-ils vraiment ? Ils vivent dans des quartiers frappés de plein fouet par la crise. Autour d'eux, il n'y a que du gris ; des magasins qui ont fermé depuis longtemps ; des adultes qui ne partent jamais travailler. Comme leurs parents. Ici, l'Etat se réduit au collège, où ils vont sans trop savoir pourquoi, et à la voiture de police qui tourne autour de leur quartier. La télévision, chaque jour, pendant plus de trois heures, les abreuve d'un cocktail de culture américaine, de violences et de révoltes. Ils ont entre 10 et 15 ans ; enfants d'un monde qui se déchire, ce sont les gros bataillons d'une adolescence plus marquée que jamais par l'accentuation des ruptures sociales et des violences de toutes sortes.

Dans quelques années, il sera trop tard pour agir, car ces adolescents auront grandi en dehors de tout ; mais pour agir, dès aujourd'hui, encore faut-il mesurer, même rapidement, les maux qu'ils traversent et en rechercher les causes profondes.

Si l'on s'en tient à ce que disent de nombreux acteurs de terrain, principalement ceux qui, au sein des collèges, sont bien seuls pour gérer les difficultés de cette tranche d'âge, qu'ils soient professeurs ou intervenants sociaux, c'est d'abord la perte des repères qui est frappante. Bon nombre de pré-adolescents sont incapables de citer la profession de leurs parents ; certains même ne savent pas si les adultes chez qui ils vivent sont vraiment leur père ou leur mère. Dans cet univers familial à géométrie variable, ils grandissent en silence, incapables de trouver une oreille stable et attentive à leurs préoccupations. Il suffit de voir l'importance disproportionnée que prennent les problèmes amoureux, de contraception, les problèmes d'orientation dans les conversations spontanées entre ces jeunes et les rares intervenants sociaux qu'ils rencontrent. Bien souvent aussi, derrière le silence, il y a les violences. Violences banales, si l'on peut dire, des repas qui se font irréguliers, à cet âge où le corps a besoin d'être bien nourri ; violences plus cruelles avec les coups, les sévices

sexuels ; violence contre l'école, ses murs, ses professeurs ; violence contre soi enfin, avec la drogue, le mélange d'alcool et de médicaments, que l'on consomme abondamment, voire le suicide.

Pour analyser sérieusement les causes profondes de ces maux, il faudra laisser une large place à ceux qui, sur le terrain, connaissent la situation. Mais on peut, dès à présent, souligner certains facteurs qui concourent à l'explication :

1. La crise de la famille : dans les milieux populaires, la perte de la culture ouvrière traditionnelle, le chômage de plus en plus long des pères, auxquels s'ajoute, dans le cas des familles d'origine étrangère, la dépréciation des cultures d'origine, expliquent la perte d'identification dont les effets destructeurs amplifient les manifestations propres à toute crise d'adolescence.

Au sein d'un nombre grandissant de familles, la structure parentale ne fonctionne plus que pour les petits enfants. On fait assez peu attention aux adolescents tant qu'ils sont scolarisés. Les préoccupations de fins de mois des parents, la fatigue physique et psychologique, ne les prédisposent pas à prêter attention à des adolescents que la scolarisation prolongée, même dans des conditions cahotiques, protège encore des rigueurs de la vie.

S'ajoute à cela les bouleversements de la vie des couples dans ces quartiers ; le nombre de familles monoparentales explose ; les couples se font, se défont, se refont, faisant varier le nombre de frère et soeur.

2. La dégradation de la scolarité, et cela, pour plusieurs raisons : de plus en plus d'adolescents arrivent au niveau de la cinquième en ayant accumulé des retards et des difficultés scolaires qui s'additionnent et finissent par créer de véritables handicaps. L'absence d'un véritable suivi scolaire des adolescents qui en ont le plus besoin se traduit par des "décrochages" scolaires de plus en plus précoces. En découle un absentéisme qui, de ponctuel, devient parfois chronique, précipitant ainsi la rupture d'avec les règles et les contraintes du monde scolaire. Alors qu'au long de ces dernières années l'amélioration sensible du fonctionnement de l'école primaire et de ce qui l'entoure comme activités périscolaires et de soutien aux élèves les plus en difficultés a été réussie, la communauté éducative se retrouve, au niveau du collège, assez peu armée, malgré ses efforts et son mérite, tant au niveau du matériel

qu'humain, pour répondre aux difficultés grandissantes d'adolescents cumulant par ailleurs les handicaps socio-économiques et culturels vécus par leurs familles.

Cette absence de politique publique d'envergure ne fait qu'accentuer les phénomènes de discrimination, de mise à l'écart et d'inégalité devant l'acquisition du savoir et l'accès aux qualifications et aux diplômes de base. De plus en plus tôt, les jeunes adolescents savent que malgré les efforts qu'ils pourraient fournir pour arriver à des diplômes et des qualifications reconnues, il n'est pas certain qu'ils puissent accéder aux emplois qui y correspondent. Ainsi, la scolarité fonctionne de moins en moins comme une "gratification différée", car elle ne représente plus la garantie d'entrée dans la vie professionnelle à travers l'acquisition d'un savoir et du diplôme qui l'atteste.

Cette situation, en se développant et en s'aggravant, provoque frustrations, ressentiments, voire haine violente contre un système qui est vécu de plus en plus comme une machine infernale d'exclusion précoce.

Les adolescents des quartiers populaires savent, comme tout le monde aujourd'hui, que lorsqu'on rate sa scolarité, on rate son intégration sociale. Jamais l'école n'a été autant perçue comme vecteur principal d'intégration et jamais elle n'a aussi peu joué ce rôle, non de son fait, mais du fait de la situation économique que nous connaissons.

3. L'inadaptation des structures et des modes d'action de la prévention, de l'animation et du travail social en général, en direction de cette tranche d'âge des 10/15 ans, est également un facteur aggravant. En effet, et sans entrer dans un débat technique ou de spécialistes, la majeure partie de nos quartiers populaires ne bénéficie pas de moyens nécessaires pour faire face à une délinquance précoce de plus en plus importante. La multiplication des modes d'intervention, la superposition des dispositifs, la diversification anarchique des modes de financement et de contrôle, le manque flagrant de vocations pour des métiers épuisants, mal rémunérés et peu considérés, certains vides juridiques aussi, font qu'aujourd'hui nous avons en ce domaine un véritable "trou noir" de l'action publique. La conjonction de ces facteurs aboutit à des situations où de plus en plus de jeunes passent de l'enfance à l'âge de jeune adulte en traversant une adolescence que l'on peut aisément comparer à un champs de mines. Leur mal-vivre s'exprime parfois de manière violente et spectaculaire, mais le plus souvent ils retournent leur rage contre eux-mêmes et contre leur environnement immédiat, la toxicomanie et la délinquance précoces en sont des indicateurs évidents.

La situation que nous venons de décrire rapidement n'est pas une dramatisation excessive : Tous les indicateurs dont nous disposons, tous les témoignages des acteurs sociaux les plus concernés vont dans ce sens et dépassent parfois largement les constats que nous avons tenté d'élucider sans catastrophisme ; les problèmes auxquels sont confrontés ceux qui ont aujourd'hui entre 10 et 15 ans sont sans commune mesure avec ce qu'ils étaient jusqu'alors. Si l'on ne fait rien aujourd'hui, on ne pourra plus rien faire demain : agir devient un travail urgent ; à la condition de savoir entendre ce qui dérange, à la condition de vouloir vraiment agir en profondeur.

Nul ne connaît aujourd'hui le prix des efforts demandés ; mais on sait que l'inaction provoquerait des phénomènes irréversibles ; et leurs corrolaires naturels : la montée en puissance des thèmes répressifs et autoritaires.

Adil JAZOULI,

Directeur de Banlieuescopies

Thierry MANDON,

**Délégué Général de la Fondation
Agir Contre l'Exclusion**

LA METHODE

* L'Equipe

Le travail est mené conjointement par FACE et BANLIEUESCOPIES.

Un groupe de ressources, composé d'intellectuels et d'acteurs de terrain, conseillera et nourrira cette équipe de ses réflexions et expériences.

* La Méthode

Elle propose de lier étroitement, tout au long de l'année 1994, une réflexion nationale menée conjointement par des intellectuels, des théoriciens et des acteurs de terrain à la recherche et l'encouragement d'actions concrètes et novatrices.

Elle s'appuiera notamment sur des enquêtes menées sur trois sites pilotes.

CREATION D'UN COMITE DE PILOTAGE

Un Comité de Pilotage composé de représentants des partenaires administratifs et privés se réunira 2 fois par mois, à partir de mai et tout au long de l'année pour auditionner, dans le cadre d'une réflexion nationale, des intellectuels, des théoriciens et des acteurs de terrain.

Il sélectionnera une vingtaine d'initiatives proposant des réponses concrètes à explorer et à développer pour enrayer la dérive de ces jeunes adolescents.

Les Partenaires envisagés de FACE et Banlieuscopies sont :

- Air France
- Bayard Presse
- la Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.)
- la Caisse d'Epargne
- la Délégation Générale de la Lutte contre la Toxicomanie (D.G.L.C.T.)
- la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale (D.A.S.S.)
- la Délégation Interministérielle à la Ville (D.I.V.)
- l'Education Nationale
- le Fonds d'Action Sociale (F.A.S.)
- la Fondation de France
- le G.A.N.
- Jeunesse et Sports (J.S.)
- la Protection Judiciaire de la Jeunesse (P.J.J.)

UNE REFLEXION NATIONALE

Une quinzaine de personnalités seront auditionnées par le Comité de Pilotage tous les 15 jours à partir du mois de mai.

Des représentants d'administrations (Protection Judiciaire de la Jeunesse, Education Nationale, F.A.S., D.I.V., Jeunesse et Sports, ...) et des Fédérations de parents d'élèves, des médecins, des psychologues et des sociologues seront invités à présenter leurs réflexions sur ces problèmes et à en débattre avec le Comité de Pilotage.

La synthèse de ces débats permettra de mesurer la nature et l'ampleur de ces difficultés et problèmes posés puis d'explorer des pistes d'actions.

Par ailleurs, tous les documents et données qui auront été collectés à l'occasion de ce projet permettront la création d'une documentation de référence.

L'EXPERIENCE DU TERRAIN

Parallèlement à cette réflexion nationale, une réflexion sera menée à partir des expériences du terrain.

Dès le mois d'avril et jusqu'en Juin, des enquêtes quantitatives et qualitatives permettront de dresser un état des lieux précis de la situation de ces jeunes adolescents dans 3 quartiers-pilotes.

D'autre part, trois forums régionaux donneront la parole aux acteurs de terrain.

Les personnels des collèges, les assistances sociales, les infirmières, les animateurs d'associations locales, les associations de parents d'élèves, les P.A.I.O. et Missions Locales, les services municipaux, de la justice, de la police, sont autant d'acteurs en contact quotidiennement avec ces pré-adolescents.

Tour à tour oreilles attentives, confidents, conseillers, ou répressifs, ils connaissent bien les difficultés de ces jeunes : leurs témoignages, leurs réflexions sont extrêmement précieux.

Il est donc indispensable d'organiser des lieux de débats qui permettront de prendre la mesure exacte de la situation, de recenser et d'analyser les solutions apportées localement.

Trois forums régionaux auront ainsi lieu dans trois villes de Province, avec l'accord et le concours des mairies, en juin, septembre et octobre.

UN VOLET OPERATIONNEL

Réflexion nationale et consultation des acteurs locaux devront s'accompagner d'un volet d'actions concrètes.

Il s'agira de suivre sur toute l'année 1994 avec le concours de réseaux locaux, des initiatives qui tentent d'apporter des réponses concrètes aux dérives de ces adolescents.

Les membres du Comité de Pilotage sélectionneront ainsi une vingtaine d'actions novatrices présentant des caractéristiques exemplaires et méritant d'être encouragées et développées.

Une aide de 20.000 francs viendra concrétiser l'intérêt et le soutien manifestés à cette initiative.

UN FORUM NATIONAL

Organisé en Décembre 1994, à Paris, il fera la synthèse des réflexions menées au cours des auditions, des forums régionaux et le bilan des actions sélectionnées par le Comité de Pilotage.

Il permettra de prendre la mesure exacte des problèmes rencontrés par ces pré-adolescents.

Il s'agit en effet et en priorité de sensibiliser le public aux dangers encourus par cette génération à la dérive et sur la menace que représente l'émergence dans certains quartiers d'enfants "sans foi, ni loi", pour lesquels les valeurs fondamentales de notre société n'auraient plus aucun sens.

La réflexion portera également sur les moyens d'enrayer ce phénomène. Dans quel domaine agir en priorité ? La famille, l'école, l'encadrement associatif, la santé ? Les exemples concrets apportés par les initiatives retenues par le Comité de Pilotage fourniront aussi des pistes d'actions immédiates pour répondre aujourd'hui à l'urgence de la situation.

Mais ces actions locales et isolées le resteront sans une mobilisation plus forte des pouvoirs publics.

INFORMATION

L'étude fera l'objet d'une information régulière, notamment en rendant compte de ses grandes étapes (réflexion nationale, bilan du travail sur les sites-pilotes, forums régionaux).

Un ouvrage collectif recensera l'expérience d'experts reconnus et d'acteurs de terrain, qui servira de référence et ébauchera des voies d'action sur ce sujet.